

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2004-2005



3-101

Séances plénières

Jeudi 17 mars 2005

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat

Gewone Zitting 2004-2005

Handelingen

Plenaire vergaderingen

Donderdag 17 maart 2005

Ochtendvergadering

3-101

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CDH	Centre Démocrate Humaniste
ECOLO	Écologistes
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti Socialiste
SP.A-SPIRIT	Socialistische Partij Anders – SPIRIT
VL. BELANG	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Débat sur l'incident à propos de courrier adressé au pouvoir judiciaire	4
Excusés	26

Inhoudsopgave

Debat over het incident inzake briefwisseling aan de rechterlijke macht	4
Berichten van verhindering	26

Présidence de Mme Anne-Marie Lizin

(La séance est ouverte à 11 h 15.)

Débat sur l'incident à propos de courrier adressé au pouvoir judiciaire

Mme la présidente. – Nous procédons au débat sur l'incident à propos de courrier adressé au pouvoir judiciaire.

J'ai demandé à pouvoir faire à ce sujet une déclaration. Je vais donc demander à M. le premier vice-président de présider cette partie de la séance.

(M. Staf Nimmegeers, premier vice-président, prend place au fauteuil présidentiel.)

M. le président. – Nous procédons au débat sur l'incident à propos de courrier adressé au pouvoir judiciaire.

Lors de sa réunion du 14 mars dernier, le Bureau a décidé qu'un membre pour chaque groupe politique pouvait prendre la parole. Le Bureau a fixé le temps de parole pour chaque groupe politique à 15 minutes.

Avant d'entamer le débat, je voudrais demander avec insistance que les membres, lors de leurs interventions, ne s'expriment pas sur l'affaire pendante à la Cour d'appel de Liège.

Je propose que les groupes politiques prennent la parole après que Mme Anne-Marie Lizin, présidente du Sénat, se sera exprimée à ce sujet.

Mme Anne-Marie Lizin (PS). – Chers collègues, je vous remercie de me donner l'occasion de vous fournir à toutes et tous l'explication que vous êtes en droit d'attendre.

Tout d'abord vous avez droit à mes excuses et mes regrets.

Dans le cadre de ma fonction de Bourgmestre, à l'Hôtel de Ville de Huy, je reçois de très nombreuses femmes et aussi de très nombreux hommes, de Huy ou d'ailleurs, qui viennent m'entretenir de leur situation qui est parfois extrêmement dramatique.

Concernant le cas qui a été relaté par la presse ce samedi 12 mars, je me dois de vous communiquer le déroulement exact des faits.

J'ai reçu à deux reprises une maman qui voulait m'entretenir de sa situation personnelle. Les courriers qui ont suivi ont été réalisés sur papier de la ville. Ce dossier est hutois et traité par mon secrétariat de la ville. L'utilisation de l'adresse hutoise de la magistrate s'explique par le fait qu'elle figure à cette adresse dans la liste protocolaire des personnalités de la ville.

Le premier contact avec la maman a eu lieu en décembre 2004 et j'ai adressé le 15 décembre une lettre à la magistrate saisie du dossier ainsi qu'au chef de la zone de la police de Huy eu égard aux éléments qui m'étaient communiqués.

À ces courriers était joint en annexe un courrier de 3 pages rédigé par la maman.

Un second contact a eu lieu le 12 février, toujours à l'Hôtel de Ville, et un nouveau courrier a été adressé à la magistrate. Ce courrier transmettait en annexe un fax que la maman m'avait

Voorzitter: mevrouw Anne-Marie Lizin

(De vergadering wordt geopend om 11.15 uur.)

Debat over het incident inzake briefwisseling aan de rechterlijke macht

De voorzitter. – Wij gaan nu over tot het debat over het incident inzake briefwisseling aan de rechterlijke macht.

Ik heb de wens uitgedrukt een verklaring af te leggen. Ik zal dus nu aan de heer Nimmegeers, onze eerste ondervoorzitter, vragen de vergadering voor te zitten.

(Voorzitter: de heer Staf Nimmegeers, eerste ondervoorzitter.)

De voorzitter. – Wij gaan nu over tot het debat over het incident inzake briefwisseling aan de rechterlijke macht.

Tijdens zijn vergadering van 14 maart jongstleden heeft het Bureau besloten dat voor elke fractie, één spreker het woord mag nemen. Het Bureau heeft de spreektijd voor elke fractie bepaald op 15 minuten maximum.

Voordat wij het debat aanvangen zou ik met aandrang willen vragen, dat de leden zich in hun betoog niet uitlaten over het rechtsgeding dat aanhangig is bij het Hof van Beroep van Luik.

Ik stel voor dat de fracties het woord nemen nadat mevrouw Anne-Marie Lizin, voorzitter van de Senaat, zich over deze aangelegenheid heeft uitgesproken.

Mevrouw Anne-Marie Lizin (PS). – Waarde collega's, ik dank u omdat u mij de gelegenheid biedt aan ieder van u de toelichting te verschaffen waarop u recht hebt.

In de eerste plaats hebt u recht op mijn excuses en mijn spijtbetuiging.

Op het stadhuis van Hoei ontvang ik als burgemeester tal van vrouwen maar ook vele mannen, van Hoei of van elders, die mij komen spreken over hun soms uiterst dramatische leefsituatie.

Wat nu het geval betreft dat op zaterdag 12 maart jongstleden in de pers is gekomen, wil ik u mededelen hoe de feiten precies zijn verlopen.

Ik heb tot tweemaal toe een moeder ontvangen die mij kwam spreken over haar persoonlijke toestand. De daaropvolgende brieven zijn op briefpapier van de stad tot stand gekomen. Het dossier heeft betrekking op Hoei en is behandeld door het secretariaat van mijn stad. Dat de brief gericht is aan het adres van de betrokken magistraat in Hoei komt door het feit dat dit adres voorkomt op de protocollijst van de plaatselijke prominenten.

Het eerste contact met de moeder heeft plaatsgehad in december 2004 en op 15 december heb ik dan een brief gezonden aan de magistraat bij wie het dossier aanhangig is, alsook aan de zonechef van de politie van Hoei, gelet op de gegevens waarover ik beschikte.

Bij die brieven heb ik een drie bladzijden tellende bijlage gevoegd, opgesteld door de moeder.

Op 12 februari heeft een tweede contact plaatsgehad, nog

adressé le 14 février.

En ce qui concerne la feuille contenant une liste de noms qui, d'après le jugement publié ce matin dans la presse, était annexée à mon courrier, je voudrais préciser ce qui suit :

Il s'agit d'une feuille reprenant les noms d'une série de personnes auxquelles un courrier a été adressé par un autre parlementaire en vue de soutenir la recherche d'emploi de la maman que j'ai par ailleurs reçue.

Cette liste n'a rien à voir avec le dossier soumis au juge.

Je n'en avais pas connaissance. Mais je ne mets nullement en doute ce qui est indiqué dans le jugement publié.

Il est vraisemblable que cette feuille s'est glissée dans les annexes de mon courrier sans que moi ou mon secrétariat n'en soyons conscients. Ma volonté était de communiquer à la juge concernée les éléments portés à ma connaissance par la maman, rien d'autre.

Une autre lettre que j'ai adressée à un magistrat datant de 2003 a été citée ce matin dans la presse. Elle concerne une mère enceinte battue, et la lettre a été adressée en cours d'instruction au juge d'instruction. Il s'agissait de circonstances urgentes et, il me semblait normal de communiquer sans délais au juge instructeur les informations que je possédais. Peut-être une erreur a-t-elle été commise dans ce cas aussi mais je vous demande de faire la différence entre les deux situations. Il s'agit de situations totalement différentes.

Quoi qu'il en soit, pour revenir au cas qui nous occupe, je puis vous assurer qu'il n'y a eu chez moi qu'une seule volonté : aider la maman et ses enfants, eu égard aux informations qui m'étaient communiquées et qui m'ont touchées sur le plan personnel. J'ai cru bien faire en portant à la connaissance du juge saisi les éléments qui m'avaient été communiqués.

J'ai commis dans ce contexte des erreurs évidentes qui peuvent être qualifiées de fautes. C'est clair. Quelles que soient les circonstances, ce type de démarche est incompatible avec le principe de séparation des pouvoirs.

Je me suis trompée, non pas de combat, car dans notre pays, la violence contre les femmes reste une réalité, malheureusement plus présente qu'il n'y paraît. Je me suis trompée de moyens et de manière de procéder.

J'ai déjà eu l'occasion de présenter mes excuses à la magistrate concernée, mais ici je souhaite les présenter à l'ensemble de la magistrature et des barreaux de notre pays.

Je veux affirmer ici solennellement que le principe de la séparation des pouvoirs est un principe constitutionnel qu'aucun bourgmestre ou sénateur ne peut ignorer et j'entends bien à l'avenir m'y conformer scrupuleusement.

En vue d'éviter la répétition de tels problèmes, j'entends par ailleurs m'inscrire dans la volonté de ceux qui veulent clarifier les règles applicables aux parlementaires confrontés à des demandes individuelles de nos concitoyens.

Mes chers collègues, je vous renouvelle mes excuses et vous demande de croire en ma bonne foi.

Je vous remercie.

steeds op het stadhuis. Er is dan een nieuwe brief vertrokken naar die magistraat. Ik heb daarbij een fax gevoegd, die de moeder mij op 14 februari had overgezonden.

Wat het blad betreft met de lijst met namen die volgens een bericht vanochtend in de pers bij mijn brief was gevoegd, wens ik de volgende toelichting te verstrekken:

Het is een blad waarop de namen staan van een reeks personen aan wie door een ander parlementslid correspondentie werd gericht om de moeder, die ik overigens heb ontvangen, te steunen in haar zoeken naar werk.

Deze lijst heeft niets te maken met het dossier dat aan de rechter is voorgelegd.

Ik had geen kennis van die lijst maar trek het bericht in de pers niet in twijfel.

Naar alle waarschijnlijkheid is dat blad bij de bijlagen van mijn schrijven terechtgekomen zonder dat ikzelf noch mijn secretariaat ons daarvan bewust waren. Het was mijn bedoeling om aan de betrokken rechter de gegevens mede te delen die de moeder mij had meegedeeld en niets anders.

Vanochtend is in de pers nog een andere brief aan een magistraat geciteerd, die uit 2003 dateert. Het betreft een zwangere moeder die werd geslagen en de brief werd tijdens het onderzoek aan de onderzoeksrechter meegedeeld. Het betrof een dringende omstandigheid en het lijkt me normaal dat ik die informatie onverwijld aan de onderzoeksrechter meedeelde. Misschien heb ik dat geval ook een vergissing begaan maar ik zou u willen vragen tussen die twee situaties een onderscheid te maken. Het betreft immers volkomen verschillende situaties.

Hoe het ook zij, en om terug te keren naar het geval dat ons hier bezighoudt, ik kan u verzekeren dat ik maar een enkele bedoeling heb gehad: de moeder en haar kinderen helpen, gelet op de informatie die ik had verkregen en die mij op het persoonlijke vlak bijzonder raakte. Ik heb gemeend goed te doen door de geadieerde rechter die gegevens mee te delen.

Ik heb in die context klaarblijkelijke vergissingen begaan die als fouten kunnen worden bestempeld. Dat is correct. Wat de omstandigheden ook zijn, dit soort initiatief is onverenigbaar met het principe van de scheiding der machten.

Ik heb mij vergist, niet van strijd, want in ons land blijft het geweld tegen vrouwen een feit dat jammer genoeg nog in ruimere mate aanwezig is dan het schijnt. Ik heb mij vergist in de middelen en de werkwijze.

Ik heb al de gelegenheid gehad om mij bij de betrokken magistraat te excuseren, maar ik wens mij bij deze gelegenheid ook te excuseren bij de magistratuur van ons land in haar geheel en bij de balies.

Ik kan u plechtig bevestigen dat de scheiding der machten een grondwettelijk principe is dat door geen enkele burgemeester of senator terzijde mag worden geschoven en ik zal mij daar in de toekomst vanzelfsprekend nauwkeurig aan houden.

Om herhaling van dergelijke problemen te voorkomen, wil ik mij aansluiten bij de wil van hen die de regels die van toepassing zijn op de dienstverlening van parlementsliden ten gunste van onze medeburgers, willen verhelderen.

Beste collega's, ik bied u nogmaals mijn excuses aan en vraag

Mme Sabine de Bethune (CD&V). – *Je résume les faits. Une parlementaire, présidente du Sénat, adresse une lettre à un juge quelques jours avant le prononcé du jugement.*

C'est au moins la deuxième fois que la présidente prend contact à ce sujet avec le juge concernée. La lettre est envoyée au domicile privé de la juge qui est invitée à « réexaminer l'évolution du dossier », ce qui « réjouirait » la présidente. Celle-ci a signé sa lettre en tant que bourgmestre et présidente du Sénat. Le moment où cette lettre a été envoyée est également important : après les plaidoyers et au moment où l'affaire est mise en délibéré. En outre, comme l'a reconnu Mme Lizin, une liste reprenant les noms de seize personnalités du PS était également annexée à la lettre, ce qui aggrave toute l'affaire.

Lundi dernier le CD&V a immédiatement demandé un débat public au Sénat sur cet incident. Nous jugeons ce débat nécessaire pour trois raisons. Premièrement, en raison de la fonction de présidente du Sénat : ce n'est pas seulement sa crédibilité mais celle de tout le Sénat qui est en cause. L'intervention de la présidente affectant l'institution, celle-ci se doit de réagir. Comme il s'agit d'un des premiers personnages de l'État et qui a une fonction d'exemple, il est en outre normal que Mme Lizin se justifie devant la population lors d'une assemblée publique.

Deuxièmement, en raison de la portée de l'incident qui dépasse le cas concret et de l'insécurité juridique générale que cet incident suscite chez les citoyens. Nous ne pouvons nier que l'incident donne l'impression que les responsables politiques peuvent influencer les juges. Ce débat public vise à donner un signal nécessaire et net à la population. Nous voulons faire apparaître clairement que de telles pratiques sont inacceptables et que la magistrature doit faire son travail en toute indépendance.

Troisièmement, en raison de la culture politique que traduit cet acte. Certaines réactions politiques aux faits dénoncés requièrent une prise de position claire de tous les partis politiques. Je pense en particulier aux déclarations du ministre-président wallon Van Cauwenberghe qui dit se livrer aux mêmes pratiques, et du président du PS Di Rupo qui minimise l'incident en soulignant que Mme Lizin a agi en tant que bourgmestre. Ces propos ont aggravé les choses. Le CD&V craint que de telles interventions fassent partie d'un système confondant l'intérêt du parti et l'intérêt de l'État.

Ces derniers mois le président Di Rupo a lancé une offensive de charme pour promouvoir le nouveau PS. Où est ce nouveau PS ?

Une réaction ferme des partis de la majorité, condamnant explicitement ce type d'interventions, s'impose donc. Les partis flamands de la majorité dissimuleront-ils cet incident à l'opinion publique flamande ?

Au nom du CD&V, j'exposerai ici sans détours notre vision des principes et du droit. Cette intervention est tout à fait contraire aux dispositions de la Constitution et des conventions internationales relatives à la séparation des pouvoirs et au pouvoir judiciaire.

u te geloven in mijn goede trouw.

Ik dank u.

Mevrouw Sabine de Bethune (CD&V). – Ik zal kort de feiten aangeven die ons bekend zijn en die ook door mevrouw Lizin zijn vermeld. Een parlamentslid, voorzitter van de Senaat, schrijft een brief aan een rechter, enkele dagen vóór die rechter uitspraak zal doen in een bepaalde zaak.

Het is niet de eerste keer dat de voorzitter hierover met de betrokken rechter contact opneemt. Het is minstens de tweede keer, zoals uit de brief blijkt en hier zopas ook bevestigd is. De brief wordt naar het thuisadres van de rechter gestuurd. Ze vraagt de 'evolutie van het bijgevoegde dossier opnieuw te bekijken'. Als dat gebeurt, zal ze 'verheugd' zijn. Ze heeft de brief ondertekend als burgemeester én als voorzitter van de Senaat. Relevant is ook het tijdstip waarop de brief is verstuurd: nadat de zaak was gepleit en op het ogenblik dat de zaak in beraad was. Zoals mevrouw Lizin heeft bevestigd was er als bijlage ook een lijst met nog 16 andere toplieden van de PS, wat uiteraard de hele kwestie verzwart.

CD&V heeft vorige maandag onmiddellijk een openbaar Senaatsdebat over dit incident gevraagd. Voor ons is dit publieke debat om drie redenen noodzakelijk. In de eerste plaats omwille van de functie van de Senaatsvoorzitter: niet alleen de geloofwaardigheid van de Senaatsvoorzitter is in het geding, maar van de gehele Senaat. Omdat het optreden van de voorzitter de instelling raakt, moet de instelling in haar geheel reageren op dit optreden. Omdat zij één van de eerste burgers van het land is, en bijgevolg een voorbeeldfunctie heeft, is het ook normaal dat zij zich in een publieke vergadering tegenover de bevolking verantwoordt.

Ten tweede, wegens de draagwijdte van het incident, dat het concrete geval overstijgt, en de algemene rechtsonzekerheid die hierdoor bij de mensen is gecreëerd. We kunnen er niet onderuit dat dit incident het beeld creëert dat politici uitspraken van rechters kunnen beïnvloeden of dat de gerechtelijke wereld vatbaar zou zijn voor inmenging. Met dit publieke debat willen we een noodzakelijk en onduidelijk signaal naar de bevolking geven. We willen duidelijk stellen dat dit niet kan, dat de magistratuur onafhankelijk haar werk moet doen.

Een derde reden heeft te maken met de politieke cultuur waarin de handeling is ingebed. Sommige politieke reacties op de feiten vragen een duidelijke stellingname van alle politieke partijen. Ik verwijs in het bijzonder naar verklaringen van Waals minister-president Van Cauwenberghe, die aan de pers verklaart dat hij in hetzelfde bedje ziek is, en naar PS-voorzitter Di Rupo, die het incident minimaliseert omdat de Senaatsvoorzitter als burgemeester behandeld zou hebben. Dit soort uitspraken heeft de zaken verergerd. CD&V vreest dat deze interventies deel uitmaken van een systeem waarin partijbelang en staatsbelang vermengd worden. Zoals ook minister Flahaut, die in zijn politiek dienstbetoon soldaten ontvangt om tuchtsancties ongedaan te maken.

De voorbije maanden heeft voorzitter Di Rupo een charmeoffensief geopend om de nieuwe PS te promoten. Waar is de nieuwe PS gebleven?

Daarom is een scherpe reactie van de meerderheidspartijen

Dans un État de droit démocratique, le droit à un procès équitable est également un principe général de la procédure judiciaire établi dans la Constitution. Il implique le droit à un juge indépendant et impartial respectant le débat contradictoire et les droits de la défense. Ce respect disparaît lorsqu'une intervention vient influencer le juge après la clôture des débats, au moment crucial où il doit statuer en son âme et conscience.

Le Conseil supérieur de la Justice, l'organe chargé par la Constitution du contrôle et du maintien de l'indépendance du pouvoir judiciaire, a déclaré expressément que dans cette affaire il avait été porté atteinte à cette indépendance garantie. De plus, les parlementaires ont de par leur fonction un devoir supplémentaire de circonspection.

Pour ce genre d'interventions politiques qui contrarient le cours indépendant de la justice, il n'existe aucune sanction pénale dans notre pays. Le CD&V estime qu'il convient d'y songer pour l'avenir. Une telle sanction, pour ce qui est appelé contempt of court en Grande-Bretagne, existe pourtant dans de nombreux autres pays. Le sénateur CD&V Vandenberghe a déposé voici plusieurs mois une proposition de loi imposant une amende à quiconque qui par ses paroles, ses actes ou son abstention, crée délibérément un risque important pouvant perturber gravement le cours normal de la justice ou lui porter préjudice.

Les règles constitutionnelles sont on ne peut plus claires et ne doivent pas être explicitées. Il n'est toutefois pas superflu de préciser certaines applications. Afin de déterminer ce qui est permis ou inacceptable dans le cadre des permanences politiques, un code de déontologie a été adopté au Parlement flamand. Celui-ci stipule expressément qu'il est interdit d'intervenir auprès des instances judiciaires pour influencer un processus décisionnel. Le CD&V estime qu'à l'échelon fédéral également un tel code de déontologie s'impose.

Indépendamment de ce code, chaque homme ou femme politique, a fortiori la présidente du Sénat, doit savoir que la seule voie pour répondre à une plainte relative à une action en cours consiste à s'adresser à l'avocat, à informer le parquet ou à se référer au Conseil supérieur de la Justice.

Aujourd'hui nous devons annoncer la couleur. Le CD&V exhorte dès lors le Sénat à prendre pleinement ses responsabilités. En particulier la majorité, qui a le pouvoir.

L'incident du courrier adressé par la présidente du Sénat au pouvoir judiciaire témoigne d'un manque de respect à l'égard de la séparation des pouvoirs et d'une administration impartiale et indépendante de la justice. Cette intervention entache la crédibilité du Sénat, lequel a joué un rôle important dans la constitution du Conseil supérieur de la Justice et est attaché au bon fonctionnement de l'administration de la justice. Elle méconnaît le rôle que doit remplir la présidente du Sénat.

En conclusion, le CD&V propose que la présidente du Sénat tire les conclusions qui s'imposent, par respect pour la fonction qu'elle occupe au Sénat, pour sa propre personne et pour la démocratie.

nodig, die dit type van interventie ondubbelzinnig veroordeelt. Dit is een debat waarin elke politieke fractie kleur moet bekennen. CD&V kijkt uit naar de Vlaamse meerderheidspartijen; zullen zij ook dit incident toedekken voor de Vlaamse publieke opinie?

Namens CD&V zal ik hier ondubbelzinnig uiteenzetten wat onze visie is over de beginselen en over het recht. Deze interventie druist volledig in tegen wat de Grondwet en de internationale verdragen bepalen over de scheiding der machten en de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht.

Ook het recht op een eerlijk proces is in een democratische rechtsstaat een algemeen beginsel van procesvoering, bevestigd in de Grondwet. Dit houdt het recht in op een onafhankelijke en onpartijdige rechter, met respect voor het tegensprekelijk debat en voor de rechten van de verdediging. Dit respect is er niet wanneer een interventie plaatsvindt nadat de debatten gesloten zijn en de rechter dus beïnvloed wordt op het cruciale ogenblik van de eenzame beoordeling naar eigen eer en geweten.

De Hoge Raad voor de justitie, het orgaan dat door de Grondwet belast is met het toezicht op en de bewaking van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht, heeft uitdrukkelijk verklaard dat in deze zaak die gewaarborgde onafhankelijkheid werd aangetast. Bovendien hebben parlementsleden door hun functie een bijkomende zorgvuldigheidsplicht.

Voor dit soort van politieke interventies die de onafhankelijke gang van justitie doorkruisen, bestaat in ons land geen strafrechtelijke sanctie. CD&V meent dat dit voor de toekomst moet worden overwogen. Een dergelijke sanctie voor wat in Groot-Brittannië *contempt of court* wordt genoemd, bestaat wel in een aantal andere landen. CD&V-senator Vandenberghe heeft maanden geleden een wetsvoorstel ingediend dat aan eenieder die door zijn woorden, daden of onthouding bewust een belangrijk risico scheidt dat de normale rechtsgang ernstig kan verstoren of schaden, een geldboete oplegt.

De grondwettelijke regels zijn overduidelijk. Ze behoeven geen uitleg. Toch is het niet overbodig een aantal toepassingen te preciseren. Precies om te bepalen wat in het kader van politieke dienstverlening toelaatbaar of onaanvaardbaar is, werd in het Vlaams Parlement een deontologische code aangenomen. Hierin wordt uitdrukkelijk gestipuleerd dat tussenkomsten bij gerechtelijke instanties om juridische besluitvorming te beïnvloeden, verboden zijn. CD&V meent dat er ook op federaal niveau nood is aan een dergelijke deontologische code.

Los van deze code dient echter elke politicus, en boven elke twijfel de Senaatsvoorzitter, te weten dat de enige beschikbare weg om een klacht met betrekking tot een lopend geding te beantwoorden, bestaat in het aanspreken van de advocaat, het informeren van het parket of het doorverwijzen naar de Hoge Raad voor de Justitie.

Vandaag moeten we kleur bekennen. CD&V roept de Senaat dan ook op zijn verantwoordelijkheid ten volle op te nemen. In het bijzonder ook de meerderheid, die het heft in handen heeft.

Het incident inzake brieuwisseling aan de rechterlijke macht

M. Philippe Mahoux (PS). – Je n'aborderai pas l'affaire dont il est question, tout simplement parce que nous n'avons pas à en connaître. Nous devons débattre de la démarche d'un membre éminent de notre assemblée et de principes.

Je n'imaginai pas que toute démarche partisane politique serait absente de notre débat. Mais, madame de Bethune, si nous marquons évidemment notre accord sur certains principes que vous venez d'évoquer, il faut éviter les amalgames qui attribuent une responsabilité collective pour des faits commis par une personne. Penser que l'ensemble des membres d'un groupe peuvent être responsables de la démarche d'un de leurs membres me paraît contraire au principe premier de la justice.

En ce qui concerne la personnalité de la présidente, nous ne contesterons pas la qualité du combat que celle-ci mène et que les socialistes partagent collectivement. Cela me permet d'émettre notre sentiment par rapport à la démarche qu'elle a effectuée, c'est-à-dire intervenir auprès d'un juge assis. C'est aussi l'occasion de rappeler certains principes. Celui de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est fondamental en démocratie. Dans le cadre de cette séparation des pouvoirs, l'article 151 de notre Constitution est éclairant. Si tous les articles de la Constitution doivent évidemment être respectés, cet article 151 ne souffre aucune exception, je suis clair à cet égard. Cet article concerne l'indépendance de la justice.

Nous tous – mais peut-être pas tous et toutes – nous voulons avoir des contacts concrets avec la population et être à l'écoute des problèmes des gens. Ces derniers s'adressent à des responsables politiques – mais aussi à d'autres – dans les associations, peut-être parce que l'ensemble des démarches ayant échoué, ils espèrent que l'on puisse faire « encore quelque chose ».

Nous devons pouvoir apporter des réponses à ce genre de demande, mais je le répète, soyons clairs, dans le respect de la séparation des pouvoirs et sans aucune intervention allant à l'encontre de l'indépendance de la justice. Cela me paraît fondamental. En l'occurrence, l'intervention auprès d'un juge assis dans une affaire en cours n'est évidemment pas admissible.

Pour ceux qui veulent avoir une approche politique de proximité et qui s'intéressent aux problèmes vécus par nos concitoyens, je pense qu'il faut élaborer des règles qui leur permettraient d'écouter les gens mais aussi, dans certaines circonstances, de relancer – je ne parle pas sur le plan judiciaire bien entendu – la prise en compte de ces problèmes.

door het optreden van de Senaatsvoorzitter getuigt van een gemis aan respect voor de scheiding der machten en voor de onpartijdige en onafhankelijke rechtsbedeling. Het optreden tast de geloofwaardigheid aan van de Senaat, die een belangrijke rol heeft gespeeld bij het totstandkomen van de Hoge Raad voor de justitie en die gehecht is aan de goede werking van de rechtsbedeling. Het miskent de rol die de Senaatsvoorzitter moet vervullen.

Dit alles overwegend, stelt CD&V voor dat de voorzitter van de Senaat de eer aan zichzelf houdt uit respect voor de functie die ze bekleedt in de Senaat, uit respect voor haar eigen persoonlijkheid en uit respect voor de democratie.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Ik zal het niet hebben over de zaak zelf. Wij zijn daarvoor niet bevoegd. Wij moeten debatteren over principes en over de demarche van een eminent lid van onze assemblee.*

Ik dacht niet dat ons debat vrij zou blijven van partijpolitieke demarches. Mevrouw de Bethune, wij zijn het uiteraard eens met bepaalde principes waarnaar u verwijst. We mogen van de daden van één persoon echter geen collectieve verantwoordelijkheid maken. Denken dat alle leden van een groep verantwoordelijk zijn voor de demarche van één lid druist volgens mij in tegen het eerste rechtsbeginsel.

Wij betwisten niet dat onze voorzitter een goede strijd levert, waar alle Franstalige socialisten achter staan. Daarom kan ik ook zeggen wat wij denken van haar demarche, van het feit dat zij zich tot een zittend magistraat heeft gericht. Het geeft mij ook de gelegenheid te wijzen op bepaalde principes. Dat van de scheiding tussen uitvoerende, wetgevende en rechterlijke macht is fundamenteel in een democratie. In het kader van die scheiding der machten is artikel 151 van onze Grondwet verhelderend. Alle artikelen van de Grondwet moeten worden nageleefd; artikel 151 is uiteraard geen uitzondering. Dat artikel heeft betrekking op de onafhankelijkheid van het gerecht.

Wij willen allemaal concrete contacten hebben met de bevolking en luisteren naar de problemen van de mensen. Zij richten zich tot politieke – maar ook tot andere – leiders in verenigingen, misschien omdat al hun demarches mislukt zijn en ze hopen dat 'nog iets' kan worden gedaan.

Wij moeten antwoorden kunnen bieden op dat soort vragen. Daarbij moeten we wel de scheiding der machten respecteren en mogen we niets ondernemen dat ingaat tegen de onafhankelijkheid van het gerecht. Dat lijkt mij fundamenteel. In onderhavig geval is de tussenkomst bij een zittende magistraat in een lopende zaak uiteraard niet toelaatbaar.

Voor hen die politiek dicht bij de mensen willen staan en zich interesseren voor de problemen van onze medeburgers, moeten er regels worden opgesteld die het hen mogelijk maken naar de mensen te luisteren en er, in bepaalde omstandigheden, voor te zorgen dat de problemen opnieuw worden aangepakt, uiteraard niet op gerechtelijk vlak.

We zijn het dan ook eens met het voornemen om binnen onze assemblee niet een werkgroep, maar een commissie op te richten, belast met de opstelling van een vademecum dat duidelijk bepaalt wat de regels en de handelwijze moeten zijn van elkeen van ons die wil luisteren naar de problemen van de mensen en er een oplossing voor wil vinden!

Donc, comment ne serions-nous pas d'accord avec la volonté affichée de mettre en place, non pas un groupe de travail mais une commission au niveau de notre assemblée – notre règlement est suffisamment explicite pour le permettre – qui serait chargée d'établir un vade-mecum précisant ce que doivent être les règles et, en tout cas, les comportements de tous ceux qui, parmi nous, veulent prendre en compte les problèmes que vivent les gens et y apporter une réponse !

Enfin, je voudrais répéter qu'il ne peut y avoir d'entorse au principe de la séparation des pouvoirs dans notre démocratie. Il ne peut y avoir d'entorse à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Que les choses soient claires ! On ne peut pas laisser nos concitoyens penser que la Justice pourrait, à quelque niveau que ce soit, être sous l'influence d'une intervention quelconque. C'est un mauvais signal qu'il faut dénoncer. Dans le même temps, il faut que, tous ensemble – en tout cas tous ceux qui le souhaitent –, nous puissions préciser les règles qui feront que nos comportements seront compatibles avec notre mission d'écoute des citoyens, mais aussi avec un bon fonctionnement de la démocratie.

Mme Myriam Vanlerberghe (SP.A-SPIRIT). – *Une des tâches de l'homme politique est d'être disponible, d'être à l'écoute des gens et des signaux que lui adresse l'homme de la rue. Il les répercute souvent dans des textes de loi ou des questions parlementaires. C'est notre devoir de chercher à améliorer les choses en étant à l'écoute.*

Un homme politique qui fait cela est inévitablement confronté aux problèmes personnels, parfois immenses, que leur confient les gens. Ceux-ci demandent une attention, une écoute, de bons conseils et de préférence une solution à leurs problèmes. À certains moments nous ressentons nous-mêmes de la douleur, de l'indignation et de la frustration. Dans pareils cas l'homme ou la femme politique aimerait rendre service mais c'est alors précisément qu'il ou elle doit avoir le courage de dire qu'il y a des limites à ne pas franchir.

Dans l'incident de la lettre la limite a été franchie, cela ne fait aucun doute. La justice doit pouvoir travailler et statuer en toute indépendance. Le politique n'a pas le droit d'intervenir dans ces affaires.

Ces derniers jours, d'aucuns ont laissé entendre qu'il était bon que l'homme politique aille jusqu'au bout pour aider les gens. Ceux qui partagent cet avis ne doivent pas s'offusquer si la justice est influencée au profit d'une des parties et que le jugement rendu est inéquitable.

Notre groupe souligne son déplaisir devant l'incident, surtout parce qu'il risque de donner l'impression que ceux qui ont des amis politiques bien placés seront favorisés par la justice. Cette lettre a porté préjudice au monde politique et judiciaire.

Pour ces raisons, des excuses longues, franches et sincères sont un strict minimum. Elles doivent être adressées non seulement à nous mais également au monde judiciaire et à la population. Pour faire fonctionner une société démocratique, nous devons accepter une justice indépendante qui prend une décision indépendante au terme d'une enquête minutieuse. On ne peut admettre aucune intervention, et certainement pas dans des dossiers judiciaires personnels.

Ne restons pas sourds aux nombreux signaux que nous adresse la société et mettons les à profit pour améliorer le

Ik herhaal dat het principe van de scheiding der machten in onze democratie en de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht niet mogen worden geschonden. Laat dit duidelijk zijn! We mogen de burgers niet laten denken dat het gerecht, op welk niveau dan ook, kan worden beïnvloed door een tussenkomst. Dat is een slecht signaal dat aan de kaak moet worden gesteld. We moeten regels kunnen opstellen die ervoor zorgen dat onze handelwijze verenigbaar is met onze taak om te luisteren naar de burgers, maar ook met de goede werking van de democratie.

Mevrouw Myriam Vanlerberghe (SP.A-SPIRIT). – Een van de taken van politici is beschikbaar te zijn voor de bevolking, te luisteren naar de mensen en de signalen uit de Dorpsstraat op te vangen. Vaak leidt dit tot wetgevend werk of tot parlementaire vragen. Het is onze verdomde plicht om via een luisterend oor te proberen de dingen beter te maken.

Een politicus die dit doet, wordt onvermijdelijk geconfronteerd met soms immense persoonlijke problemen waarover mensen hem of haar in vertrouwen aanspreken. Die mensen vragen aandacht, een luisterend oor, goede raad en liefst ook een oplossing voor hun probleem. Op sommige momenten voelt men de pijn, de verontwaardiging en de frustratie echt zelf. De politicus of de politica wil in een dergelijk geval zo graag helpen, maar juist dan moet hij of zij de moed hebben om duidelijk te maken dat er grenzen zijn aan die hulpverlening.

In het incident met de brief is een zeer duidelijke en door iedereen gekende grens overschreden. Er bestaat geen enkele twijfel over dat zoiets niet mag en niet kan. Het gerecht moet onafhankelijk kunnen werken en beslissen. Politici mogen hierin niet tussenkomen.

De afgelopen dagen hebben sommige mensen laten blijken dat het juist goed is dat een politicus alles doet en tot het uiterste gaat voor mensen met problemen. Wie een dergelijke mening is toegedaan, mag dan ook geen probleem hebben met een scheve rechtspraak die beïnvloed wordt ten voordele van een van de betrokken partijen in het dossier. Dan krijgt men pas oneerlijke rechtspraak.

Onze fractie benadrukt haar ongenoegen over het incident, vooral ook omdat hierdoor de indruk ontstaat dat burgers die de juiste politieke vriendjes hebben zelfs in de rechtbank een streepje voor hebben. De brief heeft schade toegebracht aan ons, politici, en aan de rechterlijke macht.

Om die reden zijn uitgebreide, oprechte en gemeende excuses het absolute minimum, niet alleen aan ons, maar ook aan de gehele rechterlijke wereld, en eigenlijk aan de bevolking. Om een democratische samenleving te laten functioneren moet men een onafhankelijke rechtspraak aanvaarden die na een grondig onderzoek een onafhankelijke beslissing neemt.

travail législatif afin qu'il bénéficie à tous les citoyens.

M. Christian Brotcorne (CDH). – L'État de droit dont on parle beaucoup depuis ce matin s'appuie sur un pouvoir législatif, un pouvoir exécutif et un pouvoir judiciaire. Concernant le pouvoir judiciaire, il importe avant tout d'assurer à chacune des autorités qui le composent l'indépendance que requiert l'exercice de la fonction de juger, fonction difficile. Des précautions constitutionnelles ont été prises pour que cette fonction essentielle soit assurée par des magistrats totalement indépendants, à l'abri de toute pression, de quelque origine qu'elle soit. L'article 151, paragraphe premier, de notre Constitution en établit la règle : les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs compétences juridictionnelles, raison pour laquelle ils sont nommés à vie.

Autre principe essentiel du débat judiciaire, que l'on occulte peut-être dans le cadre de cette affaire : ce débat doit absolument respecter le principe du contradictoire, c'est-à-dire qu'aucune pièce, aucun argument ne peut être soumis au magistrat s'il n'a été préalablement communiqué à la partie adverse qui pourra ainsi en débattre et s'en expliquer. Ces éléments sont essentiels et ne souffrent aucune discussion, je me plais à le rappeler en tant qu'avocat. Ne pas tenir compte de l'un d'entre eux, c'est mettre à mal le système et pratiquer une ingérence totalement déplacée en démocratie. Dans le cas qui nous occupe, madame, vous n'avez pas hésité à franchir ce pas, de manière inacceptable, mettant ainsi en péril le principe de la séparation des pouvoirs, la crédibilité du monde judiciaire mais également celle de l'institution que vous présidez.

Jusqu'à ce jour, vous parliez du bout des lèvres d'une simple maladresse et vous aviez présenté vos excuses à la seule magistrate concernée. Vous avez également tenté de plaider des « circonstances atténuantes ». Vous avez d'abord déclaré être intervenue en tant que bourgmestre de Huy et non en qualité de présidente du Sénat. Vous avez ensuite expliqué que vous aviez voulu venir en aide à une maman en détresse et que vous n'aviez jamais imaginé faire pression sur le magistrat. Permettez-moi, madame, de vous dire que la bourgmestre de Huy se fourvoie quand elle pense pouvoir écrire à un magistrat à propos d'une affaire en cours, surtout lorsqu'elle fait en outre état de sa qualité de présidente du Sénat. Elle doit savoir que le bourgmestre est un membre du pouvoir exécutif. De même, au nom du principe de séparation des pouvoirs, la présidente d'une des chambres du pouvoir législatif n'a pas à interférer dans une affaire en cours.

Vous nous dites, madame, que vous avez souhaité venir en aide à une maman en détresse et dans votre intervention, vous avez rappelé le combat que vous meniez en faveur des femmes victimes de violences. Manifestement, tel n'est pas le problème en l'occurrence. Ce combat est certes noble et important mais cet argument ne vous autorisait certainement pas à intervenir. Il apparaît que les personnes en cause ne sont nullement des gens en détresse, qu'ils ont un niveau intellectuel suffisant pour leur permettre de comprendre les arcanes judiciaires dans le cadre duquel leurs différends se

Tussenkomsten kunnen niet, en zeker niet in persoonlijke gerechtelijke dossiers.

Laat ons echter niet doof worden voor de talrijke signalen uit de samenleving. Laten we die signalen gebruiken om het wetgevende werk te verbeteren zodat dit alle burgers ten goede komt.

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *De rechtsstaat berust op drie pijlers: de wetgevende macht, de uitvoerende macht en de rechterlijke macht. Wat die laatste betreft, moet bovenal worden verzekerd dat eenieder die er deel van uitmaakt over de onafhankelijkheid kan beschikken om de moeilijke taak van het rechtspreken te vervullen. In de Grondwet werden voorzorgsbepalingen ingeschreven opdat die functie zou kunnen worden uitgeoefend door volledig onafhankelijke magistraten, die vrij zijn van elke druk van buitenaf. Artikel 151, §1 van de Grondwet stelt dat de rechters onafhankelijk zijn in de uitoefening van hun rechtsprekende bevoegdheden. Om die reden zijn ze ook voor het leven benoemd.*

Een ander principe van het rechterlijke debat, dat in deze affaire misschien wel eens wordt vergeten, is dat er een tegensprekelijk debat moet zijn. Dit wil zeggen dat geen enkel stuk, geen enkel document aan de magistraat kan worden overhandigd als het niet voorafgaandelijk aan de tegenpartij is medegedeeld zodat die het kan bespreken en toelichten. Die essentiële elementen kunnen niet ter discussie worden gesteld. Wie met één van beide elementen geen rekening houdt, berokkent schade aan het systeem en bezondigt zich aan een inmenging waarvoor in een democratie geen plaats is. In het incident dat we vandaag bespreken, heeft de voorzitter van de Senaat niet geaarzeld om deze grens te overschrijden. Hierdoor bracht ze het principe van de scheiding der machten, de geloofwaardigheid van de rechterlijke wereld en ook de geloofwaardigheid van de Senaat op onaanvaardbare wijze in het gedrang.

Tot op heden had de voorzitter het terughoudend over een 'onhandigheid' en heeft ze haar excuses alleen aan de betrokken rechter aangeboden. Ook heeft ze 'verzachtende omstandigheden' ingeroepen. Eerst zei ze dat ze was tussengekomen als burgemeester van Hoi en niet als voorzitter van de Senaat. Vervolgens verklaarde ze dat ze een radeloze moeder wou helpen en dat ze er nooit aan had gedacht druk uit te oefenen op de magistraat. Welnu, de burgemeester van Hoi dwaalt als ze denkt dat ze een magistraat een brief kan schrijven over een lopende zaak, zeker als ze daarbij nog eens benadrukt dat ze voorzitter van de Senaat is. Ze moet weten dat de burgemeester deel uitmaakt van de uitvoerende macht. Ook mag de voorzitter van een van de wetgevende kamers op basis van het principe van de scheiding der machten niet tussenkomen in een lopende rechtszaak.

De voorzitter heeft gezegd dat ze een radeloze moeder wou helpen. In haar verklaring verwees ze naar haar strijd voor vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld. Dit probleem is vandaag niet aan de orde. Het is een nobele en belangrijke strijd, maar het mag nooit een argument zijn om tussen te komen. Het lijkt erop dat de personen in kwestie geenszins 'radeloos' zijn en dat ze verstandig genoeg zijn om de geheimen van de magistratuur te kennen. Hun geschil is bij de rechter aanhangig en beide partijen beschikken over een

discutent et qu'ils bénéficient tous deux des conseils d'un avocat.

En plus, en prenant parti pour une des parties au procès, vous oubliez qu'il y en a une autre, dont les droits sont peut-être tout aussi évidents, tout aussi fondamentaux, peut-être tout autant bafoués, et qui a, elle aussi, me semble-t-il, le droit d'être entendue, puisqu'elle fait partie de cette population dont vous voulez être proche.

Quand vous dites que vous n'avez pas souhaité influencer la décision du magistrat, permettez-nous quand même d'en douter. Dans ce cas, pourquoi lui avoir écrit ?

M. Philippe Moureaux (PS). – Vous croyez que les magistrats se laissent influencer par ces démarches ? Vous devriez leur présenter vos excuses !

M. Christian Brotcorne (CDH). – Pourquoi être intervenue ? Il y a, en annexe à votre courrier, un document rédigé de la main de la maman et qui, à l'analyse, s'avère être une réaction à l'encontre du réquisitoire prononcé à l'audience par l'avocat général et sur lequel, s'il n'y avait pas d'accord, les parties pouvaient encore s'expliquer. C'est délibérément que vous avez choisi l'option qui a été la vôtre, de manière à permettre à la mère de faire valoir des arguments en dehors du débat contradictoire. Ce qui est également inadmissible c'est qu'en annexe à ce courrier figurait aussi la copie du courrier que l'avocat de la mère a adressé à sa cliente à l'issue de l'audience. Ce courrier, pas plus que l'annexe, pas plus que le vôtre, n'avait à être communiqué au magistrat.

Depuis samedi, nous disons qu'il s'agit d'une faute et, pour reprendre un terme fréquemment utilisé en justice, d'une faute lourde. La faute commise entraîne des dommages pour les parties, qui se voient sanctionnées par le retard apporté à la prise de décision relative à leur différend. Elle entraîne des dommages à l'égard de la magistrate concernée et aussi, monsieur Moureaux, à l'égard du monde judiciaire dans son ensemble car, comme l'a expliqué l'un de ses représentants, l'opinion publique pourra désormais croire qu'il faut être soutenu par un politicien pour avoir plus de chances de faire entendre son point de vue en justice !

M. Philippe Moureaux (PS). – Je suis 100% d'accord, il s'agit bien d'une faute et d'une erreur. Mais il faut cesser de dire que le juge aurait pu se laisser influencer.

M. Christian Brotcorne (CDH). – Quel serait alors l'intérêt d'adresser du courrier ?

Par ailleurs, madame, vous causez un préjudice considérable à l'institution que vous présidez et à la fonction qui est la vôtre en tant que troisième personnage de l'État. Vous aviez, plus que tout autre, l'obligation de veiller au respect scrupuleux des principes constitutionnels qui fondent notre État de droit.

Aujourd'hui, après vous avoir écoutée, je constate qu'enfin, vous revenez sur vos premières expressions, qu'enfin, vous vous excusez beaucoup plus largement, que vous évoluez en ne parlant plus de maladroites mais d'erreurs et que vous allez jusqu'à dire qu'il s'agit d'erreurs qui peuvent être qualifiées de fautes.

Je vous demande, d'ici la fin de ce débat, de mener une

advocaat.

De voorzitter heeft partij gekozen voor een van de partijen in het geding. Hierbij vergat ze dat er ook een andere partij is. Die heeft ook rechten, die even fundamenteel zijn en misschien evenzeer met voeten zijn getreden. Ook die partij heeft het recht te worden gehoord. Ze behoort immers ook tot de bevolking die de voorzitter zo na aan het hart ligt.

Mevrouw Lizin zegt dat ze de beslissing van de rechter niet wou beïnvloeden. Ik betwijfel dit. Waarom heeft ze die brief dan geschreven?

De heer Philippe Moureaux (PS). – *Denkt de heer Brotcorne dat rechters zich door dergelijke demarches laten beïnvloeden? Hij zou hun zijn excuses moeten aanbieden.*

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *Waarom is ze dan tussengekomen? Bij de brief was ook een bijlage gevoegd die door de moeder was opgesteld. Het gaat om een reactie op het requisitoir dat de advocaat-generaal op de zitting heeft gehouden en waarop de partijen nog altijd konden terugkomen, mochten ze het er niet mee eens zijn. Mevrouw Lizin heeft bewust de keuze gemaakt om de moeder haar argumenten te laten mededelen buiten het tegensprekelijk debat. Ook ontoelaatbaar is het feit dat als bijlage bij de brief een kopie was gevoegd van de brief die de advocaat van de moeder naar aanleiding van de zitting aan zijn cliënt had gezonden. Noch die brief, noch de bijlage, noch de brief van mevrouw Lizin mocht aan de rechter worden gezonden.*

Sinds zaterdag weten we dat mevrouw Lizin een fout heeft gemaakt, om het in juridische termen te zeggen een zwaarwichtige fout. Die fout brengt schade toe aan de partijen, die nu langer zullen moeten wachten op een uitspraak over hun geschil. Ze berokkent schade aan de betrokken magistratuur en aan de gehele rechterlijke wereld. De publieke opinie zal immers geloven dat men de steun van een politicus nodig heeft om kans te hebben dat zijn standpunt door justitie wordt gehoord.

De heer Philippe Moureaux (PS). – *Ik ben het er volledig mee eens dat het hier gaat om een fout en een vergissing. Men moet echter ophouden met te zeggen dat de rechter zich mogelijk had laten beïnvloeden.*

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *Waarom heeft mevrouw Lizin dan die brief verzonden?*

Bovendien brengt ze schade toe aan de instelling waarvan ze voorzitter is en aan haar eigen functie als derde burger van het land. Meer dan wie ook heeft ze de plicht om de grondbeginselen van de rechtsstaat scrupuleus na te leven.

Vandaag heeft mevrouw Lizin eindelijk haar eerste verklaringen ingetrokken. Eindelijk heeft ze meer uitgebreide excuses aangeboden. Eindelijk had ze het niet langer over een onhandigheid, maar over een vergissing en eindelijk erkende ze dat het om een vergissing ging die als een fout kan worden gekwalificeerd.

Ik roep haar op om vóór het einde van dit debat diep na te denken en te erkennen dat ze een fout heeft gemaakt. Een

réflexion en profondeur et de reconnaître avoir commis une faute. Cet aveu clarifierait la situation et montrerait une prise de conscience de l'ampleur de la problématique et de l'importance du coup ainsi porté à la séparation des pouvoirs.

Je constate avec satisfaction que vous voulez faire preuve, avec nous, de volontarisme pour mettre un terme définitif à ces pratiques. Vous acceptez, comme nous le demandons depuis longtemps, de travailler activement, avec l'ensemble des sénateurs, à l'élaboration de règles visant à clarifier et à encadrer les relations entre les responsables politiques et les services ou institutions de l'État.

Je préside, vous ne l'ignorez pas, un groupe qui se trouve dans l'opposition politique, ce qui, je le rappelle, ne nous a pas empêchés de vous accorder notre confiance au moment de votre désignation en tant que présidente de notre assemblée.

Cette confiance ne s'était jamais démentie jusqu'à présent. Nous n'avons en effet jamais eu de raison de mettre celle-ci en doute, tout au contraire : nous nous louons régulièrement de votre énergie, de votre convivialité, de votre souci de faire vivre cette institution et de l'adapter aux réalités du monde d'aujourd'hui.

Toutefois, je dois l'admettre, même si ce n'est ni facile ni agréable, cette confiance vient d'être ébranlée. Nous ne pouvions, madame, nous contenter des explications que vous avez données jusqu'à présent. Nous ne pouvions nous contenter d'un aveu de maladresse et accepter que des excuses adressées à la magistrate concernée soient suffisantes pour clore l'incident.

Nous attendions – nous attendons encore – que vous reconnaissiez, avec l'humilité qu'il sied, la faute grave que vous avez commise et qu'à tout le moins, vous présentiez – vous l'avez fait – vos excuses à l'ensemble du monde judiciaire, aux parties que votre attitude a lésées dans cette affaire, au Sénat – vous l'avez fait également – et à chacun de ses membres, dont la plupart, j'ose l'espérer, ne se sont jamais permis d'intervenir d'une manière ou d'une autre dans une procédure judiciaire en cours, alors que votre attitude pourrait laisser penser le contraire.

Nous attendions que vous donniez un signal clair concernant l'incompatibilité totale de votre démarche avec les principes fondamentaux de la démocratie parlementaire, car le troisième personnage de l'État doit respecter les procédures, le droit et ses limites. Vous venez de le faire en partie ; il était grand temps. Peut-être – je vous le demande – devez-vous aller plus loin.

Pour le surplus, il vous appartiendra de prendre vos responsabilités en fonction de ce que vous entendez depuis plusieurs jours et de ce que vous entendez, ce matin, dans notre hémicycle, et d'en tirer les conséquences, lesquelles sont soumises, vous le savez, à votre appréciation personnelle car nos procédures ne permettent aucune autre possibilité.

Mais au-delà du cas individuel évoqué ce matin, nous sommes, depuis samedi, atterrés de constater combien la règle de séparation des pouvoirs était mal comprise, combien les interventions des responsables politiques auprès de magistrats peuvent être banalisées, combien de nouveaux cas ont été dévoilés. C'est évidemment totalement inacceptable et déplacé.

dergelijke bekentenis zou klaarheid scheppen en mevrouw Lizin zou ermee aangeven dat ze beseft hoe groot het probleem is en hoe groot de schade is die ze heeft toegebracht aan de scheiding der machten.

Ik stel met genoeg vast dat mevrouw Lizin samen met ons een einde wil maken aan dergelijke praktijken. Ze is bereid om met alle senatoren actief werk te maken van regels die ertoe strekken de verhoudingen tussen politieke leiders en de diensten en de instellingen van de rechtsstaat uit te klaren en te regelen.

Hoewel we in de oppositie zitten, heeft onze fractie destijds de aanstelling van mevrouw Lizin als voorzitter van de Senaat gesteund.

Tot op heden werd dit vertrouwen nooit geschonden. We hebben nog nooit reden gehad dit vertrouwen in twijfel te trekken. Integendeel, geregeld loven we het energieke optreden van de voorzitter, haar gastvrijheid en haar bekommernis om deze instelling nieuw leven in te blazen en aan te passen aan de moderne realiteit.

Jammer genoeg werd dit vertrouwen aan het wankelen gebracht. De uitleg die mevrouw Lizin tot dusver heeft gegeven, volstaat niet. Haar bekentenis dat ze een onhandigheid heeft begaan, volstaat niet. Excuses aan de betrokken magistraat alleen volstaan niet om een streep te trekken onder dit incident.

We wachten nog altijd op het ogenblik dat mevrouw Lizin met gepaste nederigheid erkent dat ze een fout heeft gemaakt en dat ze haar excuses aanbiedt aan heel de rechterlijke wereld, aan de partijen die door haar optreden in deze zaak werden benadeeld en aan de Senaat en zijn leden. De meerderheid onder ons is hopelijk nooit tussengekomen in een lopende gerechtelijke procedure, hoewel de houding van mevrouw Lizin het omgekeerde zou kunnen doen uitschijnen.

Mevrouw Lizin moet het duidelijke signaal geven dat haar optreden volstrekt onverenigbaar was met de grondbeginselen van de parlementaire democratie. De derde burger van de Staat moet de procedures, het recht en de grenzen respecteren. Mevrouw Lizin heeft een gedeeltelijke stap gezet. Dat was hoognodig. Misschien kan ze nog verder gaan. Ik roep haar alleszins daartoe op.

Bovendien zal mevrouw Lizin de verantwoordelijkheid op zich moeten nemen op basis van wat ze de afgelopen dagen en vandaag hier in deze zaal heeft gehoord. Ze zal persoonlijk de afweging moeten maken en haar conclusies trekken; de procedures laten geen andere weg toe.

Los van het individuele geval dat we vanochtend bespreken, stellen we sinds zaterdag met verbijstering vast hoe slecht de regel van de scheiding der machten worden begrepen, hoezeer de tussenkomsten van politici bij magistraten worden gebanaliseerd en hoeveel nieuwe gevallen aan het licht zijn gekomen. Dit is natuurlijk totaal onaanvaardbaar en misplaatst.

Jammer genoeg is alles niet voor iedereen duidelijk. We vragen dan ook dat definitief een einde wordt gemaakt aan die onaanvaardbare praktijken. We moeten van dit ongelukkige voorval gebruik maken om eindelijk strikte regels vast te leggen voor de verhoudingen tussen parlementsleden en andere instellingen en openbare diensten in individuele

Pour l'avenir – et ceux qui m'ont précédé à cette tribune ont également lancé cet appel –, comme ce qui devait être clair pour beaucoup ne semble, hélas, pas l'être pour tout le monde, nous exigeons de mettre un terme définitif à ces pratiques inacceptables et de profiter de cette malheureuse occasion pour enfin préciser les règles strictes relatives aux rapports des parlementaires avec les autres institutions et services publics, dans les dossiers individuels.

Nous voulons aussi tirer les conclusions générales les plus efficaces et, à cette fin, nous demandons qu'une commission ad hoc, comme le règlement du Sénat l'autorise, puisse se réunir au plus tôt. Nous demandons que cette commission soit chargée de préciser très rapidement les règles devant régir les prestations de services à la population assumées par les parlementaires et les rapports avec les institutions et les services publics, dans le cadre des dossiers individuels ainsi que d'analyser, le cas échéant, les possibilités de sanction en cas de violation de ces principes.

Il est certain, madame, que notre hémicycle, notre institution, en fonction de ce qu'elle est, de la capacité qu'elle a de réfléchir, d'agir, de prendre du recul par rapport aux événements, doit s'inscrire dans cette perspective pour que, demain, définitivement et plus jamais, nous n'ayons à déplorer ce type d'incident.

M. Paul Wille (VLD). – *Mon intervention au nom du groupe VLD est inspirée par un grand souci de la dignité du Sénat ainsi que par la volonté absolue d'agir dans le respect de l'éthique politique. Ces deux principes libéraux de base ont été bafoués par l'incident qui a donné lieu à ce débat.*

Il ne fait aucun doute qu'il s'agit ici d'une faute. Nous devons le dire clairement. Quoi que puissent dire les intervenants qui suivront, l'élément essentiel de ce débat est l'intervention de la présidente. La présidente nous donne la garantie qu'il s'agit d'un fait unique qui ne peut se reproduire et qui ne se reproduira pas. Nous en sommes persuadés car tous les membres de notre assemblée soutiennent ce principe. Qui plus est, les différentes interventions ont montré qu'il existe une volonté d'établir des règles déontologiques claires, celles qui existent l'étant insuffisamment.

M. Hugo Coveliers (Indépendant). – *Pour certains en tout cas !*

M. Paul Wille (VLD). – *Monsieur Coveliers, nous avons veillé à ce que vous puissiez aussi prendre la parole aujourd'hui.*

M. Hugo Coveliers (Indépendant). – *Il ne manquerait plus que ça !*

M. Paul Wille (VLD). – *J'y ai moi-même veillé, monsieur Coveliers, et nous aurons même la courtoisie de vous écouter. Mais ayez aussi la courtoisie de nous écouter. (Applaudissements)*

Il est évident que nous soutiendrons toute initiative visant à créer une commission.

La séparation des pouvoirs ne peut faire aucun doute et c'est également ce que doivent penser en premier lieu ceux qui sont

dossiers.

We willen ook de meest efficiënte algemene conclusies trekken. Daarom vragen we dat conform het reglement van de Senaat zo snel mogelijk een commissie ad hoc wordt samengeroepen. Die commissie moet de opdracht krijgen met bekwame spoed de regels vast te leggen voor de dienstverlening aan de bevolking door de parlementsleden en voor de verhoudingen met de instellingen en de openbare diensten in individuele dossiers. Indien nodig moet ze ook nagaan welke sancties kunnen worden opgelegd als die principes worden geschonden.

Onze instelling moet als reflectiekamer deze opdracht aanvaarden opdat we nooit meer met een dergelijk betreurenswaardig incident worden geconfronteerd.

De heer Paul Wille (VLD). – *Mijn uiteenzetting namens de VLD-fractie is ingegeven door een grote bezorgdheid over de waardigheid van de Senaat en de absolute wil om als politicus correct te handelen. Deze twee liberale basisprincipes worden geschonden door de feiten die tot dit debat aanleiding hebben gegeven.*

Er kan geen twijfel over bestaan dat het hier gaat om een fout. Dat moeten we dan ook duidelijk zeggen. Het belangrijkste element in dit debat is de uiteenzetting van de voorzitter. Dat is en blijft zo, wat er ook nog in de volgende uiteenzettingen wordt gezegd. De voorzitter geeft ons de garantie dat het hier gaat om een eenmalig feit dat zich niet kan of mag herhalen. We zijn ervan overtuigd dat dit niet meer zal gebeuren omdat dit principe zonder twijfel door alle leden van onze assemblee wordt gedeeld. Bovendien blijkt uit de verschillende uiteenzettingen dat de wil bestaat om te werken aan een bepaling van deontologische regels aangezien die blijkbaar niet erg duidelijk zijn.

De heer Hugo Coveliers (Onafhankelijke). – *Voor sommigen toch!*

De heer Paul Wille (VLD). – *Mijnheer Coveliers, we hebben ervoor gezorgd dat u vandaag ook het woord kunt nemen.*

De heer Hugo Coveliers (Onafhankelijke). – *Dat ontbrak er nog maar aan!*

De heer Paul Wille (VLD). – *Ik heb daar zelf voor gezorgd, mijnheer Coveliers, en we zullen zelfs de hoffelijkheid hebben naar u te luisteren. Maar dan moet u ook de hoffelijkheid hebben naar ons te luisteren. (Applaus)*

Het is zonder meer duidelijk dat wij een eventueel initiatief tot oprichting van een commissie uitdrukkelijk zullen steunen.

Er mag uiteraard geen twijfel bestaan over de scheiding der machten en dat moet ook zo worden ervaren, in eerste

aujourd'hui choqués par ce qui s'est passé. Nous voulons que tout le monde sache que notre institution et ses membres sont garants du respect de ce principe.

L'intervention de la présidente a été claire. Elle soutient les principes que je viens d'énoncer. Eu égard au bilan positif de sa présidence, le groupe VLD réitère sa confiance dans la présidente et il soutiendra une motion allant dans ce sens.

Mon intervention ne peut laisser aucun doute quant à l'esprit dans lequel le VLD a défini sa position sur ce regrettable incident.

Mme Christine Defraigne (MR). – « Il n'y a point de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice. Si elle était jointe à la puissance législative, le pouvoir sur la vie et la liberté des citoyens serait arbitraire. » C'est Montesquieu qui a énoncé ce principe fondateur de notre démocratie. Je tiens à rappeler ce principe de la séparation des pouvoirs et celui de l'indépendance de la magistrature. Nous sommes dans un État de droit, nous ne sommes pas dans un État de passe-droit.

Madame Lizin, vous présidez le Sénat que l'on appelle la Haute Assemblée, la Chambre de réflexion. Celle qui garde des prérogatives bicamérales en matière de justice. Celle qui, après les tourments de l'affaire Dutroux, a œuvré à la mise en place du Conseil supérieur de la justice. La dépolitisation de la magistrature n'est pas un vain mot. Ce n'est pas une incantation.

« Maladresse », nous avez-vous dit au départ de cette affaire. Il vous aura fallu une semaine – et quelle semaine ! – une semaine de battage médiatique, d'émotion intense pour arriver à prononcer le mot « erreur » et, aujourd'hui, le mot « faute ».

Maladresse ? comme si vous étiez un enfant pris les doigts dans le pot de confiture. Mais un président d'assemblée a-t-il le droit de commettre une telle maladresse, une telle faute, nous dit-on aujourd'hui ? Alors, Madame, c'est que vous faites l'aveu de votre incapacité à assumer les fonctions qui sont les vôtres. Vous au carnet d'adresse mondial, vous qui embrassez Arafat et tutoyez Kofi Annan, ou l'inverse. Vous qui recevez le monde de la banque, de la finance, de l'assurance. Vous qui vous occupez des droits de l'homme à Guantanamo, vous ne connaissez pas notre Constitution ! C'est pourtant celle que nous jurons d'observer lorsque nous prêtons serment.

Maladresse ? Dans une interview, vous avez dit : « J'envoie à la personne compétente et les juges sont des gens comme les autres. » Madame, est-ce l'aveu d'un système ? On nous parle aujourd'hui de deux lettres, la presse évoque une autre lettre, parle de récidive. Vous présentez vos excuses à la magistrature d'abord, pour le trouble médiatique occasionné, à la magistrature ensuite, au monde judiciaire, à nous autres. Mais aux citoyens, aux justiciables ?

Maladresse ? Erreur ? Sciemment, délibérément, vous envoyez à « cette chère Éliane », à son domicile privé, un dossier, comme vous l'aviez déjà fait en décembre dernier.

instantie uiteraard door diegenen die thans geschokt zijn door wat er is gebeurd. We willen aan iedereen duidelijk maken dat onze instelling en haar leden garant staan voor het respect voor dat principe.

De uiteenzetting van de voorzitter was duidelijk. Ze staat achter de principes waarmee ik mijn korte betoog begonnen ben. Mede gelet op de positieve balans die zij kan voorleggen van haar voorzitterschap, blijft de VLD-fractie haar vertrouwen in de voorzitter behouden en zullen we in elk geval een motie van die strekking steunen.

Mijn uiteenzetting was kort en duidelijk met de bedoeling elke twijfel uit te sluiten over de instelling waarmee de Vlaamse Liberalen en Democraten hun standpunt over dit spijtige voorval hebben bepaald.

Mevrouw Christine Defraigne (MR). – *Er bestaat geen vrijheid waar de rechterlijke macht niet gescheiden is van de wetgevende en de uitvoerende macht; zou ze met de wetgevende macht verbonden zijn, dan zou over leven en vrijheid van de burgers willekeur heersen. Zo verwoordde Montesquieu het basisprincipe van onze democratie. Ik herinner aan dit principe van de scheiding der machten en de onafhankelijkheid van de magistratuur. We leven in een rechtsstaat, niet in een staat waar het recht wordt genegeerd.*

Mevrouw Lizin, u bent voorzitter van de Senaat, die ook de Hoge Vergadering of Reflectiekamer wordt genoemd en die op het gebied van justitie nog altijd bicamerale bevoegdheden heeft. De Senaat is de kamer die zich na de kwellingen van de zaak-Dutroux heeft ingezet voor de oprichting van de Hoge Raad voor de Justitie. De depolitisering van de magistratuur is geen ijdel woord, geen wensdroom.

U had het eerst over een 'onhandigheid'. Pas na een week van mediaheisa en grote beroering nam u het woord 'vergissing' en vandaag het woord 'fout' in de mond.

Een onhandigheid? U bent toch geen kind dat met de vinger in de jampot is betrapt! Vandaag rijst de vraag of een voorzitter van een assemblee zich een dergelijke onhandigheid of fout kan veroorloven. Mevrouw, u bekent hiermee uw onvermogen om uw ambt te vervullen. U kent mensen in de hele wereld, u omhelsde Arafat, u tutoyeert Kofi Annan. U ontvangt topmensen uit het bankwezen, de financiële wereld, het verzekeringswezen. U trekt zich de mensenrechten aan in Guantánamo, maar u kent onze Grondwet niet! Bij onze eedaflegging zweren we nochtans dat we die zullen naleven.

Een onhandigheid? In een interview zei u dat u uw brieven aan de bevoegde personen richt en dat rechters mensen zijn als anderen. Geeft u hiermee toe dat het om een systeem gaat? Er is nu sprake van twee brieven; de pers heeft het zelfs over een derde brief en spreekt van recidive. U biedt uw verontschuldiging aan, eerst aan de magistraat voor de mediaheisa die u hebt veroorzaakt, vervolgens aan de magistratuur, aan de gerechtelijke wereld, aan ons. Maar wat met de burgers, de justitiabelen?

Een onhandigheid? Een fout? U stuurt zeer bewust en opzettelijk een dossier aan 'beste Éliane' op haar privé-adres, zoals u dat trouwens ook al in december jongstleden heeft gedaan. U deed dat bovendien na de sluiting van de debatten. De sluiting van de debatten lijkt misschien een duister begrip

J'ajouterai que vous l'avez fait après la clôture des débats. La clôture des débats peut paraître une notion absconse, peut paraître du jargon juridique. Cela signifie que les avocats ont déposé leur dossier, qu'ils ont plaidé, qu'ils se sont exprimés. C'est un moment où le juge se retire dans la solitude de son délibéré, où il doit avoir toute latitude de réfléchir et de penser. Là, vous joignez au dossier des lettres et des annexes défendant finalement unilatéralement la thèse d'une des parties.

Guantanamo, madame, c'est bien, mais les droits de la défense, chez nous, les droits du contradictoire, c'est tout aussi fondamental. C'est chez nous que tout commence.

Madame Lizin, vous êtes intelligente, subtile, mais vous vous drapez dans l'émotionnel, vous surfez sur l'émotionnel. Vous parlez d'une pauvre maman. Et cette pauvre maman serait opposée à la logique froide, désincarnée, abstraite de nos institutions, du prescrit constitutionnel.

Maman je suis ; des mamans, j'en vois, des mamans j'en entends. J'entends aussi des papas. Y a-t-il un droit à la sainteté pour cela ?

Madame, dans des matières qui sont aussi sensibles, qui sont aussi délicates, où l'on s'entoure d'infinies précautions, de toutes les garanties, le cas échéant d'expertises psychologiques, d'études sociales approfondies, vous, vous vous contentez d'un seul son de cloche et, étant passionnée, vous foncez, et on verra bien... Alors, madame, vous qui avez prétendu aider le justiciable, qu'avez-vous fait ? Vous avez fait subir un retard de six mois à cette cause : changement d'avocat, frais de procès... Je vous avoue que je ne voudrais pas être à la place du magistrat qui aura à connaître de cette affaire, maintenant, même après le départ de la précédente magistrate. C'est réussi, c'est un succès total !

Au-delà de cela, quel signal envoyez-vous à la population, au justiciable ? Le signal que l'on peut déséquilibrer la loyauté des débats, le signal que l'on peut – on l'a dit et redit – violer la séparation des pouvoirs, le signal que les juges ne sont pas indépendants, ne savent pas faire leur boulot et que tout est permis.

Demain, si je me dispute pour la garde de mon enfant, si ma voisine se dispute pour la garde de son enfant, si mon voisin a un problème de mitoyenneté, c'est très clair : il y aura bien quelqu'un pour écrire et pour intervenir. Or, c'est tout cela que nous avons voulu éviter. Ne banalisons pas la transgression des principes. Sans me gargariser de grands mots, banaliser la transgression des principes, c'est être mûr pour la tyrannie, c'est être mûr pour l'État totalitaire, c'est être mûr pour l'arbitraire.

Conséquences ? Un code de déontologie ? Excusez-moi, mais un code de déontologie face à la Constitution... Ne mélangeons pas tout autour et alentour. Ne confondons pas les franchises postales et la faute grave commise aujourd'hui.

J'ai proposé une commission réunie Chambre et Sénat pour viser une incrimination pénale, une incrimination spécifique d'immixtion. Des textes ont été déposés. Des problèmes techniques d'immunité pouvant se poser, le cas échéant, cela mérite de retenir toute l'attention.

Autre proposition : une modification du règlement, prévoyant des sanctions – dans certains cas la destitution – à l'égard de

en juridisch jargon. Het betekent dat de advocaten hun conclusies hebben ingediend, dat ze hun pleidooien hebben gehouden. Het is het ogenblik waarop de rechter zich terugtrekt en de zaak in beraad neemt, het moment waarop hij in alle vrijheid over de zaak moet kunnen nadenken. Precies op dat ogenblik voegt u bij het dossier brieven en bijlagen ter eenzijdige ondersteuning van de stelling van één van de partijen.

Mevrouw, het is goed dat u zich met Guantánamo bezighoudt, maar de rechten van de verdediging, het debat op tegenspraak zijn bij ons even belangrijk. Beginnen we met onszelf!

Mevrouw Lizin, u bent intelligent, fijnzinnig, maar u hult zich in emoties, u surft op gevoelens. U hebt het over een arme moeder, geconfronteerd met de kille, wereldvreemde logica van onze instellingen, van de grondwettelijke bepalingen.

Ik ben moeder, ik zie moeders, ik hoor moeders. Ik hoor ook vaders. Ben ik daarom een heilige?

Mevrouw, in zulke netelige en kiese zaken, die met de grootste omzichtigheid worden behandeld, waarvoor eventueel de hulp van psychologen wordt ingeroepen en een grondig maatschappelijk onderzoek wordt ingesteld, hoort u maar één klok, neemt u genoeg met één enkele versie. U gaat ertegenaan, enthousiast... we zullen wel zien. U zegt dat u de rechtzoekende hebt geholpen, maar wat hebt u bereikt? Dat de rechtszaak zes maanden vertraging oploopt: een andere advocaat, proceskosten... De magistraat heeft het dossier uit handen gegeven, maar ik zou niet graag de magistraat zijn die zich over deze zaak moet uitspreken. Proficiat, wat een succes!

Welke boodschap geeft u bovendien aan de bevolking, aan de justitiabelen? De boodschap dat de loyaliteit van de debatten voortaan kan worden ontworcht, dat we ons niets van de scheiding der machten hoeven aan te trekken, dat de rechters niet onafhankelijk zijn, dat ze niet tegen hun taak opgewassen zijn en dat alles mag.

Als ik morgen opkom voor het hoederecht over mijn kind, als mijn buurvrouw opkomt voor het hoederecht van haar kind, als mijn buurman een probleem heeft met een gemene muur, dan is de zaak duidelijk: er zal wel iemand zijn die een brief wil schrijven of tussen wil komen. Precies dat hebben we willen vermijden. Laten we de schending van deze principes dus niet bagatelliseren. Als we dat doen, zijn we rijp voor de tirannie, de totalitaire staat, de willekeur.

Wat nu? Een deontologische code? Sorry, maar een deontologische code tegenover de Grondwet...? Laten we niet alles door elkaar halen. Misbruik van portvrijdom is heel wat anders dan de zware fout die hier werd begaan.

Ik heb de oprichting voorgesteld van een gemengde commissie van Kamer en Senaat om inmenging strafrechtelijk vervolgbaar te stellen. De teksten zijn ingediend. Eventuele technische problemen in verband met immuniteit dienen grondig te worden onderzocht.

Een ander voorstel betreft de aanpassing van ons reglement. Er moeten strafmaatregelen kunnen worden genomen, in sommige gevallen door afzetting, tegen voorzitters die het aanzien en de geloofwaardigheid van onze assemblee door

présidents qui, par leur comportement, ont nui à l'honorabilité, à la crédibilité de notre assemblée.

Des motions ? Il y en aura. Mais des motions, ici, à quoi peuvent-elles servir ? Parce que, madame, on l'a répété, nous n'avons le pouvoir de ne rien faire. La balle est dans votre camp.

Reconnaître sa faute, c'est se grandir. L'assumer, c'est donner un sens à sa fonction.

Madame, tirez les conclusions de vos actes, assumez-les par un signal fort.

Quelqu'un m'a demandé hier quelle serait mon attitude si je me trouvais dans la même situation que vous. Certes, je n'ai pas écrit de lettre et si un tel document devait apparaître, je déposerais plainte pour faux et usage de faux.

Si j'étais dans la même situation que vous, madame, je démissionnerais, et ce serait chose faite depuis plusieurs jours. C'est ma façon de penser, mon sens de la fonction.

Si je réagis ainsi, c'est peut-être, me direz-vous, parce que je suis juriste, avocate. Il est vrai que, depuis vingt ans, je rencontre des gens qui se demandent si un appui, intervention auprès d'un juge, est possible. Si un tel ou un tel connaît tel ou tel juge. Depuis vingt ans, je leur réponds : non, ce n'est pas possible. C'est aussi un combat, cela. Chacun a son sens de la fonction, son sens de la dignité.

Je démissionnerais aussi par loyauté envers mon parti qui est dans une majorité, qui doit travailler. Cependant, personne, madame, n'a le pouvoir de vous contraindre. Vous seule avez la clef, vous seule pouvez prendre la décision.

Vous présentez vos excuses et je ne mettrai pas votre sincérité en doute. Elles ont toutefois été lentes à venir car, au départ, le fait était présenté comme anodin, banal, ne méritant pas ce battage.

Présenter des excuses, c'est l'acte que l'on pose quand on ne peut plus rien faire. C'est faire de nous une sorte de juridiction de pardon. C'est ce que l'on fait quand il n'y a plus de réparation possible. Pourtant, la réparation, elle existe ! Quand on commet une faute qui cause un dommage au justiciable, au citoyen, c'est à lui qu'il faut songer en premier lieu. Mais c'est aussi un dommage au monde judiciaire, à notre assemblée, à nous-mêmes.

Nous prendrons acte de vos excuses, mais si vous les présentez, ce n'est qu'un pis-aller et nous aurons présent à l'esprit le fait qu'il y avait certainement autre chose à faire, parce que nous sommes au cœur de la symbolique, nous sommes dans un État de droit, nous sommes une assemblée qui joue son honorabilité.

Madame, vous avez un devoir moral vis-à-vis de nous. Vous avez une autorité vis-à-vis de nous. Votre fonction doit être un exemple.

Je me souviens d'un discours de Robert Henrion, prononcé voici vingt ans, où il disait qu'il fallait « assumer son austère devoir ».

Madame, posez un geste fort, donnez un sens à votre fonction, assumez votre austère devoir !

M. Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Le fait que*

hun gedrag hebben geschaad.

Er zullen zeker moties worden ingediend. Waarom echter? Nogmaals, mevrouw, omdat wijzelf niets kunnen doen. De bal ligt in uw kamp.

Wie een fout toegeeft, toont zich ruiterlijk. Wie de verantwoordelijkheid ervoor op zich neemt, geeft zin aan zijn ambt.

Mevrouw, trek de conclusies uit uw daden, neem er de verantwoordelijkheid voor op u: stel een krachtig gebaar.

Iemand vroeg me gisteren wat ik in uw plaats zou doen. Ik heb geen brief gestuurd. Als zulk een brief zou opduiken, zou ik klacht indienen wegens valsheid in geschrifte en gebruik van valse stukken.

In uw plaats nam ik ontslag. Ik zou dat al enkele dagen geleden gedaan hebben. Dat is mijn manier van denken, mijn visie op het ambt.

U zult misschien zeggen dat ik op deze manier reageer omdat ik juriste, advocate ben. Ik ontmoet al sedert twintig jaar mensen die zich afvragen of een interventie bij een rechter mogelijk is, of deze of gene die of die rechter kent. Ik antwoord al sedert twintig jaar dat zoiets onmogelijk is. Ook dat vergt een inspanning. Iedereen heeft zijn eigen visie op het ambt, zijn eigen gevoel van waardigheid.

Ik zou ook ontslag nemen uit loyaliteit tegenover mijn partij, die in de meerderheid zit en die moet kunnen werken. Mevrouw, niemand kan u daartoe dwingen. U hebt de sleutel in handen, u alleen kunt de beslissing nemen.

U biedt uw excuses aan. Ik twijfel niet aan uw oprechtheid. Maar u hebt daarmee wel lang gewacht. Eerst werden de feiten als onbeduidend en banaal voorgesteld, al die heisa niet waard.

Excuses aanbieden doen we als we niets anders meer kunnen doen. U maakt van ons een soort rechtbank die u vergiffenis kan schenken. Dat gebeurt als geen herstel meer mogelijk is. Hier is nog wel herstel mogelijk. Wie een fout heeft begaan die de justitiabelen, de burgers schaadt, moet in de eerste plaats aan hen denken. Er is evenwel ook schade toegebracht aan de gerechtelijke wereld, aan onze assemblee, aan onszelf.

We nemen akte van uw excuses. U verontschuldigen is het minste wat u kunt doen. U kunt echter nog iets anders doen. De symboolwaarde van wat u doet, is groot. We leven immers in een rechtsstaat en de eer van onze assemblee staat op het spel.

Mevrouw, u hebt een morele plicht tegenover ons. U bent tegenover ons met gezag bekleed. Uw ambt moet een voorbeeld zijn.

Ik herinner me dat Robert Henrion twintig jaar geleden in een toespraak zei dat we onze plicht moeten volbrengen, hoe moeilijk dat ook is.

Mevrouw, stel een krachtig gebaar, geef zin aan uw ambt en volbreng uw moeilijke plicht!

De heer Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Het siert*

Mme Lizin ne se dérobe pas à la confrontation l'honneur. D'aucuns auraient sans doute apprécié que cette question soit effleurée par le Bureau du Sénat qui aurait admis qu'il y avait eu erreur et que donc il n'y avait pas lieu de continuer à en parler. Si nous suivions ce raisonnement, mieux vaudrait fermer définitivement boutique.

La déclaration de Mme Lizin n'a fait qu'aggraver l'affaire. Nous ne pouvons balayer cet incident comme s'il s'agissait d'une bagatelle, d'une maladresse, et dire comme M. Di Rupo que l'affaire est réglée.

Contrairement à ce qu'affirmait Mme Lizin cette semaine, ce n'est pas une tempête dans un verre d'eau mais bien un incident majeur. Il ne s'agit pas du fond de l'affaire car nous n'avons à juste titre pas le droit d'en parler, bien que certains l'aient fait. Ce qui est certain, c'est que Mme Lizin n'a pas respecté le principe de la séparation des pouvoirs. Ce qui est sûr – et c'est plus grave – c'est qu'elle a manifestement tenté d'influencer la décision de la présidente de la cour d'appel.

Dans le quotidien De Morgen du 14 mars, le constitutionnaliste Paul Van Orshoven déclare qu'en Grande-Bretagne de tels faits vous conduisent en prison. Mme Lizin a donc cherché à orienter le jugement dans le sens qui lui paraissait le meilleur. Elle a intercéder dans un procès, se rangeant du côté d'une des parties, l'autre étant automatiquement lésée. De plus, elle a mis la juge dans une situation impossible. Quelle qu'aurait été l'issue du procès, on aurait reproché une tentative d'influence. Elle a donc pris la seule décision possible, c'est-à-dire se retirer de l'affaire.

Pourquoi cette magistrate a-t-elle attendu si longtemps avant de se désister ? Mme Lizin dit en effet qu'elle avait déjà contacté la « chère Éliane » en décembre. Cette lettre n'était apparemment pas la première. S'il n'y avait pas eu de fuite, il ne se serait tout simplement rien passé.

Balayer tout cela en parlant de « maladresse » est quand même particulièrement fort. L'explication donnée en début de semaine est tout bonnement incroyable. Mme Lizin prétend qu'elle aurait dû écrire cette lettre en tant que bourgmestre et non en tant que présidente du Sénat. Cela ne change rien au fond de l'affaire. Elle dit également qu'elle n'aurait pas dû envoyer cette lettre à l'adresse privée de la juge mais au Palais de Justice de Liège. Où est la différence ? Cette démarche jette le discrédit sur le monde politique. On laisse à penser que les hommes politiques peuvent tout régler, jusqu'aux décisions de justice. Le quotidien De Morgen se demandait si Mme Lizin était la seule personnalité politique à écrire ce genre de lettre.

J'ai dit lundi au Bureau que Mme Lizin avait peut-être simplement eu la malchance que ce soit sa lettre qu'on ébruïte et qu'on pouvait se demander qui avait organisé cette fuite et pourquoi. C'était une boutade. Deux jours plus tard, nous avons appris qu'un parlementaire d'une autre tendance s'était rendu coupable de faits similaires. Une fois de plus, nous pouvons nous demander pourquoi cette fuite.

Quoi qu'il en soit, on crée l'image du politique qui peut tout régler, une image que nous espérons appartenir au passé. Cela renforce encore la conviction de ceux qui ne croient pas d'emblée à l'intégrité de l'institution politique. C'est pourquoi cet incident est davantage qu'un incident de trop.

mevrouw Lizin dat ze de confrontatie niet uit de weg gaat. Sommigen hadden het wellicht al goed gevonden als de kwestie even in het Bureau van de Senaat was aangekaart, onder het motto: we zijn het er allemaal over eens dat er iets mis is, waarom er nog over praten. Als we die redenering zouden volgen, dan kunnen we maar beter de tent helemaal sluiten.

De verklaring van mevrouw Lizin heeft de zaak alleen maar verergerd. We kunnen dit incident niet afdoen als een akkefietje, een kleine onhandigheid of 'une maladresse', waarmee volgens de heer Di Rupo de kous af is.

In tegenstelling tot wat mevrouw Lizin deze week zelf beweerde, is dit geen storm in een glas water, maar wel degelijk een zwaarwichtig incident. Het gaat niet over de grond van het dossier, waarover wij terecht, alhoewel sommigen het wel deden, niet mogen en niet willen spreken. Vast staat dat mevrouw Lizin het principe van de scheiding der machten niet heeft gerespecteerd. Vast staat – en dat is erger – dat ze manifest een poging heeft ondernomen om de voorzitter van het hof van beroep in een rechtszaak te beïnvloeden.

In *De Morgen* van 14 maart zegt grondwetspecialist Paul Van Orshoven: "Voor zo iets vliegt men in Groot-Brittannië de gevangenis in". Mevrouw Lizin heeft dus gepoogd de uitspraak in een richting te sturen die volgens haar de beste was. Zij is als derde in een rechtzaak tussengekomen en heeft zich achter één van de procesvoerende partijen geschaard. Dat houdt automatisch een benadeling in voor de andere partij. Ze heeft bovendien de rechter in een onmogelijke situatie geplaatst. Wat de uitspraak ook zou zijn, ze zou altijd worden getoetst aan de poging tot beïnvloeding. De rechter heeft dus de enig mogelijke beslissing genomen en zich uit de zaak teruggetrokken.

Waarom heeft de magistraat zich pas nu uit de zaak teruggetrokken? Mevrouw Lizin verklaarde immers zopas dat ze 'chère Éliane' al in december had aangeschreven. De brief die uitgelekt is, was blijkbaar niet de eerste poging. Indien die brief niet was uitgelekt, was er gewoon niets gebeurd en was ook de rechter blijven zitten.

Dit alles afdoen als 'une maladresse' is toch bijzonder kras. De uitleg die begin deze week werd gegeven, is volslagen ongeloofwaardig. Mevrouw Lizin beweert dat ze die brief niet als Senaatsvoorzitter, maar als burgemeester had moeten schrijven. Wat doet dat af aan de grond van de zaak? Ze zegt ook dat ze de brief niet naar het privé-adres van de rechter had mogen sturen, maar wel naar het Luikse justitiepaleis. Wat is het verschil? Met die demarche is het politieke bedrijf in een bijzonder kwaad daglicht gesteld. Het beeld werd gevoed dat politici alles kunnen regelen, tot en met een rechterlijke uitspraak. In *De Morgen* werd de vraag gesteld of dit de enige keer was en of mevrouw Lizin de enige politicus is die dat soort brieven schrijft.

Ik heb maandag in het Bureau gezegd dat mevrouw Lizin misschien gewoon de pech heeft gehad dat precies háár brief is uitgelekt en dat het een grote vraag is wie voor dat lek heeft gezorgd en met welke bedoelingen. Ik zei dat als een boutade. Twee dagen later al blijkt dat een parlamentslid van een andere partij zich aan dezelfde praktijk heeft bezondigd. En ook hier kunnen we ons weer afvragen met welke bedoeling

Que faire à présent ? Nous avons déjà évoqué la proposition de pénalisation de ce type d'infractions déposée par Hugo Vandenberghe. Si cette proposition avait déjà acquis force de loi, nous serions aujourd'hui en train de discuter de la levée de l'immunité parlementaire d'un membre. On dit qu'il faut un code de déontologie, à l'instar de celui qui existe au Parlement flamand. Cela ne pose pas problème au groupe Vlaams Belang. Nous trouvons seulement un peu fort que le Sénat ait besoin d'un code de déontologie pour voir que les pratiques dénoncées aujourd'hui sont vraiment inacceptables. Un tel code aura pour seul résultat que dorénavant, les politiques se montreront plus circonspects et n'interviendront plus par écrit. Tant que les politiques ne parviendront pas à respecter certaines limites, le monde politique ne tournera pas rond.

Je ne me fais guère d'illusions quant à l'issue de l'affaire. Il ne nous appartient pas de décider si Mme Lizin doit ou non démissionner, cette décision a déjà été prise par le PS. Et pour le président du PS, c'est non. Tout le monde sait qu'en Belgique, le président du PS est Dieu et que la parole de Dieu fait loi. Il ne reste donc à Mme Lizin qu'à faire preuve de bon sens, comme le lui proposait l'éditorialiste du Nieuwsblad. Il est inconcevable, dit encore celui-ci, qu'Elio Di Rupo ne veuille pas voir l'incompréhension de la Flandre devant le fait que des personnalités politiques flamandes telles que Johan Vande Lanotte, Stefaan De Clerck et Louis Tobback démissionnent pour des erreurs commises par leurs collaborateurs alors que des socialistes francophones qui ont commis des erreurs restent en place. Elio Di Rupo aura beau s'occuper à réformer le PS, il n'impressionnera plus la Flandre.

Je crois que cet editorialiste a raison : démissionner serait le meilleur signal pour montrer qu'on s'attaque sérieusement à l'estompement de la norme et la meilleure solution pour rétablir la crédibilité de l'institution politique. En ne démissionnant pas Mme Lizin portera atteinte à la crédibilité et à l'intégrité du monde politique. Mais ce sera sa responsabilité.

Mme Isabelle Durant (ECOLO). – Nous avons tous ici prêté serment et juré d'observer la Constitution. Nous ne pouvons pas être à la fois le garant de la Constitution et des lois et, par ailleurs, les bafouer impunément.

Je serai donc très claire : l'incident dont nous parlons aujourd'hui n'est pas une maladresse, c'est une faute, et une faute grave.

Nous avons tous, madame la présidente, eu à connaître des

die brief gelekt is.

In elk geval is opnieuw het beeld gecreëerd van politici die alles kunnen regelen, een beeld waarvan wij dachten en hoopten dat het tot het verleden behoorde. Dat beeld doet het altijd bij al wie niet meteen in de integriteit van het politieke bedrijf gelooft. Daarom is dit incident effectief meer dan een brug te ver.

Hoe moet het nu verder? Er is al verwezen naar het wetsvoorstel van Hugo Vandenberghe om dergelijke inbreuken strafbaar te maken. Indien dat voorstel al kracht van wet had gehad, dan zaten we hier vandaag te discussiëren over de opheffing van de parlementaire onschendbaarheid van een lid. Er wordt geopperd dat er een deontologische code moet komen, zoals het Vlaams Parlement er een heeft. Voor de Vlaams-Belangfractie is dat geen probleem, alleen wijzen we erop dat het dan toch wel ver gekomen is als de Senaat een deontologische code nodig heeft om uit te maken dat de praktijken die hier vandaag aan de orde zijn, echt niet kunnen. Het enige resultaat van een dergelijke code zal zijn dat politici voortaan wat voorzichtiger te werk zullen gaan en hun interventies niet meer op papier zetten. Zolang de politici er zelf niet in slagen zich te houden aan de grens die iedereen kent, is er iets grondig fout met de politieke zeden van het land.

Ik maak me weinig illusies over de afloop van deze zaak. De beslissing of mevrouw Lizin als voorzitter van deze assemblee ontslag moet nemen valt niet hier, maar is reeds genomen door de PS. En de PS-voorzitter heeft het al gezegd: *non*. Iedereen weet dat in politiek België de PS-voorzitter god is en dat het woord van god wet is. Er blijft dus maar één mogelijkheid over, namelijk degene die de commentaarschrijver van *Het Nieuwsblad* voorstelt: "Gebruik uw gezond verstand, Anne-Marie". Hij heeft wel een paar woorden over voor haar gedrevenheid, maar dan schrijft hij: "Het is zelfs onbegrijpelijk dat ze dat zelf niet beseft en dat Elio Di Rupo negeert dat men in Vlaanderen niet begrijpt dat Vlaamse toppolitici zoals Johan Vande Lanotte, Stefaan De Clerck en Louis Tobback wel, volgens velen onterecht, ontslag nemen voor fouten van hun medewerkers, maar PS-politici blijven zitten voor hun persoonlijke blunders. Elio Di Rupo mag dan bezig zijn de PS te hervormen, het zal in Vlaanderen geen indruk meer maken."

Ik geloof dat de commentaarschrijver van *Het Nieuwsblad* gelijk heeft: ontslag nemen is de beste manier om te tonen dat het ernst is met de strijd tegen de normvervaging. Het zou inderdaad het beste zijn voor het herstel van de geloofwaardigheid van het politieke bedrijf en van mevrouw Lizin zelf, dat ze de eer aan zichzelf houdt. Doet ze dat niet, dan brengt ze de geloofwaardigheid en de integriteit van het politieke bedrijf een zware slag toe. Maar dat is dan haar verantwoordelijkheid.

Mevrouw Isabelle Durant (ECOLO). – *Wij hebben hier allen de eed afgelegd en gezworen de Grondwet na te leven. Wij kunnen onmogelijk tegelijkertijd borg staan voor de Grondwet en de wetten en ze voor het overige ongestraft met voeten treden.*

Ik zal dus zeer duidelijk zijn: het incident waarover we het vandaag hebben is geen onhandigheid, het is een fout, een ernstige fout.

dramas humains. Mais de là à transgresser la loi plutôt que d'expliquer les voies légales à respecter, il y a un pas qui a été franchi, et vous l'avez franchi.

Je peux comprendre que vous soyez victime de votre tempérament que, par ailleurs, nous apprécions tous, mais je ne puis accepter que notre assemblée, dans son ensemble, pâtisse de l'attitude de sa présidente, qui constitue sans équivoque une faute à l'égard de la séparation des pouvoirs.

Vous nous avez dit avoir agi dans le cadre de vos fonctions de bourgmestre. Pourtant, en agissant de la sorte, vous avez tout autant enfreint le principe de la séparation des pouvoirs.

Ce matin, votre président de parti a déclaré : « Une fonction politique ne se saucissonne pas. » J'estime, quant à moi, qu'une responsabilité politique ne se saucissonne pas davantage.

Les conséquences de cette faute se font ressentir à la fois à l'égard du justiciable, du pouvoir judiciaire et de notre institution. Personnellement, je n'ai pas apprécié non plus la banalisation des faits, leur minimisation ou les qualifications entendues depuis plusieurs jours. Les maladresses sont devenues des erreurs : nous faisons là un exercice sémantique de mauvais aloi.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de constituer une commission ad hoc ni d'élaborer un code de déontologie : si l'on ne respecte pas la Constitution, je ne vois pas l'utilité d'un tel code.

Par contre, des propositions de loi sont déposées pour pénaliser cet empiétement du législatif ou de l'exécutif sur le judiciaire. Des propositions relatives aux « recommandations multiples » sont également déposées à la Chambre.

En outre, le règlement du Sénat ne contient aucune disposition relative à une telle faute, et pour cause : à l'époque, nos prédécesseurs n'ont pas estimé utile de l'inscrire dans le règlement du Sénat.

Madame la présidente, vous n'avez pas d'autre choix que la démission. Sans quoi, il ne reste que l'impunité. La démission est un acte personnel, que l'on peut poser pour différentes raisons. Que cet acte soit dicté par une faute ou par un problème de conscience, il honore celui qui le pose. Il s'agit là de la seule issue qui s'offre à vous. Ne nous obligez pas à réclamer votre démission.

M. Michel Delacroix (FN). – Je serai fort bref, tout simplement parce que presque tout a été dit et qu'il est inutile d'être prolixe. Par ailleurs, j'ai toujours éprouvé le plus profond mépris pour les personnes dont la spécialité est de tirer sur les ambulances.

Cela dit, les faits sont extrêmement sérieux. Mme Lizin a présenté son point de vue en choisissant des mots émouvants. Elle nous demande de reconnaître à ses agissements une présomption de bonne foi. Je veux bien. Il est d'ailleurs tout à fait légitime que l'on reconnaisse aux gens une telle présomption. Je rappelle néanmoins que 95% des justiciables qui s'adressent aux tribunaux sont de bonne foi. Cependant, seule une petite moitié d'entre eux seront reconnus comme tels. Il s'agit donc d'une notion subjective.

Les principes qui, dans ce cas, ont été mis en cause, voire violés, sont fondamentaux. La situation est telle que

Mevrouw de voorzitter, wij werden allemaal ooit geconfronteerd met menselijke drama's. De wet overtreden in plaats van uit te leggen welke wettelijke wegen moeten worden bewandeld, is echter een stap te ver.

Ik kan begrijpen dat u slachtoffer bent van uw temperament, dat wij overigens allen op prijs stellen, maar ik kan niet aanvaarden dat onze assemblee zou lijden onder de houding van zijn voorzitter, die ontegensprekelijk de grens van de scheiding der machten heeft overschreden.

U zegt dat u bent opgetreden als burgemeester, maar dan hebt u net zo goed het beginsel van de scheiding der machten overtreden.

Vanochtend heeft uw partijvoorzitter verklaard dat een politieke functie niet kan worden gecompartmenteerd. Mijns inziens geldt dat evenzeer voor politieke verantwoordelijkheid.

De gevolgen van uw fout treffen zowel de justitiabelen, de gerechtelijke macht als onze instelling. Ik heb het niet op prijs gesteld dat de feiten als alledaags van de hand werden gedaan, werden geminimaliseerd. Een 'onhandigheid' wordt een 'fout'; dat is spelen met de betekenis van woorden.

Het gaat er vandaag niet om of een commissie ad hoc moet worden aangesteld, of een deontologische code moet worden uitgewerkt. Als de Grondwet niet geëerbiedigd wordt, zie ik het nut van een dergelijke code niet in.

Er werden wel wetsvoorstellen ingediend om de inmenging van de wetgevende of de uitvoerende macht in rechtszaken strafrechtelijk vervolgbaar te maken. In de Kamer werden ook voorstellen betreffende 'veelvuldige aanbevelingen' ingediend.

In het reglement van de Senaat is nergens sprake van een dergelijke fout. Uiteraard! Onze voorgangers vonden het helemaal niet nodig om daarover iets te vermelden in het reglement van de Senaat.

Mevrouw de voorzitter, u hebt geen andere keuze dan uw ontslag indienen. Zo niet zegeviert de straffeloosheid. Ontslag nemen is een persoonlijke daad, die men om uiteenlopende redenen kan stellen. Of dat nu gebeurt in het besef een fout te hebben begaan of omwille van een gewetensvraag, het siert steeds de persoon die de daad stelt. Het is uw enige uitweg. Verplicht ons niet uw ontslag te eisen.

De heer Michel Delacroix (FN). – *De feiten zijn bijzonder ernstig. Mevrouw Lizin heeft haar standpunt uiteengezet met ontroerende bewoordingen. Ze vraagt ons te willen geloven dat ze te goeder trouw handelde. Mij goed. Het is trouwens volkomen gewettigd anderen dat vermoeden te gunnen. Ik wijs er evenwel op dat 95% van de justitiabelen die zich tot rechtbanken wenden te goeder trouw zijn. Nochtans wordt dat slechts voor een kleine helft onder hen erkend. Het gaat dus om een subjectief begrip.*

In onderhavig geval werden fundamentele beginselen geschonden. Door de situatie is mevrouw Lizin nu aan een gewetensonderzoek toe.

Deze zaak is misschien nog niet afgelopen. De pers heeft uitvoering bericht over een element dat volgens mij uit het oog werd verloren. De tegenpartij, die geen steun of grondig onderzoek van het dossier heeft gevraagd, zou bij het parket

Mme Lizin se retrouve face à sa conscience. À ce sujet, tout a été dit.

Ce qui n'a peut-être pas été dit mais qui me paraît extrêmement important, c'est que cette affaire n'est peut-être pas terminée. La presse a abondamment rapporté un élément qui me semble avoir été perdu de vue. La partie adverse, qui n'a pas demandé un soutien ou un examen approfondi du dossier, aurait déposé une plainte pénale au parquet. Celle-ci n'est peut-être pas fondée et se terminera peut-être par un non-lieu dans quelques jours. Il est aussi possible qu'elle ait d'autres suites. Il revient au pouvoir judiciaire d'en décider. Cela ne nous regarde pas. Notre assemblée ne doit pas se prononcer à ce sujet. Nous en revenons ainsi au principe dont on discute depuis le début de la semaine.

Je ne connais pas la base de cette plainte. Je ne vois toutefois que l'article 247, §4, du Code pénal qui punit les mandataires publics qui ont tenté d'user de leur influence, réelle ou supposée, auprès d'autorités ou d'administrations pour leur faire poser un acte ou pour les pousser à s'abstenir de le faire. Il est tout à fait possible que les conditions prévues par cet article ne soient pas remplies. Le parquet classera donc sans suite. Cependant, il est également possible – cela ne nous regarde pas – que le parquet veuille aller plus loin et entame des poursuites. Cela relève de la responsabilité pleine et entière du pouvoir judiciaire et nous ne devons la partager en aucune manière.

C'est ici que l'affaire devient extrêmement désagréable si l'on tient compte de ses suites éventuelles. Selon la procédure, si le parquet local veut entamer des poursuites, il doit en informer le parquet général, lequel doit demander l'autorisation de citer, c'est-à-dire la levée de l'immunité parlementaire. À qui doit-il la demander ? Au président de l'assemblée concernée. Dans cette hypothèse, qui est certes peu réaliste mais que nous ne pouvons exclure, nous aboutirions à un nouveau court-circuit encore plus formidable que le premier, avec toutes les conséquences médiatiques qui s'ensuivraient, notamment pour l'image des pouvoirs judiciaires et législatifs.

C'est un élément qu'il convenait de souligner. Je le mets également en balance dans le problème de conscience qui doit être aujourd'hui celui de Mme Lizin. Elle agira en fonction de sa conscience, mais les conséquences de l'attitude qu'elle adoptera ne nous dispenseront en aucune manière des critiques qui s'imposeront.

M. Hugo Coveliers (Indépendant). – *Dans sa grande bonté, le sanhedrin de cette assemblée m'a accordé un temps de parole de cinq minutes. Je devrai donc être concis et risquer dès lors d'être quelque peu abrupt. Je m'en excuse à l'avance. Mon style ne témoigne pas de crispation ou d'aigreur, mais seulement de manque de temps.*

J'ai entendu deux groupes libéraux – du moins de nom. J'ai entendu le brillant réquisitoire de Mme Defraigne et j'ai appris de M. Wille que le VLD était déjà à plat ventre devant M. Di Rupo.

Ce qu'a fait Mme Lizin – je suppose qu'elle n'est pas la seule, certains ayant des difficultés à le dissimuler lors d'interviews, – est le cauchemar de tous les avocats et magistrats. Dans n'importe quelle procédure, mais certainement dans les affaires de divorces, il y a toujours l'une des parties au moins

een strafrechtelijke klacht hebben ingediend. Die is misschien niet gegrond en geeft over enkele dagen misschien aanleiding tot een buitenvervolginstelling. Ze kan ook andere gevolgen hebben. De rechterlijke macht moet daarover beslissen. Onze assemblee moet zich daarover niet uitspreken. Dat brengt ons dus terug tot het beginsel waarover sinds begin deze week wordt gediscussieerd.

Ik weet niet wat de grondslag is van die klacht. Volgens mij kan dat alleen artikel 247, §4, van het Strafwetboek zijn dat in een straf voorziet voor personen die een openbaar ambt uitoefenen en geprobeerd hebben hun echte of vermeende invloed te gebruiken om te verkrijgen dat een openbare overheid of een openbaar bestuur hetzij een handeling stelt, dan wel nalaat die handeling te stellen. Het is mogelijk dat de voorwaarden van dit artikel niet zijn vervuld. Dan zal het parket de zaak seponeren. Het is echter ook mogelijk dat het parket verder wil gaan en een vervolging instelt. Dat is echter de volle verantwoordelijkheid van de rechterlijke macht, niet van ons.

Als we rekening houden met de mogelijke gevolgen, wordt deze zaak bijzonder onaangenaam. Wanneer het lokale parket een vervolging wil instellen, moet het parket-generaal daarover worden ingelicht. Dat kan de toestemming tot dagvaarding vragen, met andere woorden, de opheffing van de parlementaire onschendbaarheid. Die moet echter worden gevraagd aan de voorzitter van de betrokken assemblee. In dat geval, dat weinig realistisch is maar dat we ook niet mogen uitsluiten, rijst een probleem dat nog erger is dan het eerste, met alle mediatieke gevolgen van dien, inzonderheid voor de rechterlijke en de wetgevende macht.

Ook op dat element, dat ik afweeg tegen de gewetensvraag van mevrouw Lizin, moest worden gewezen. Zij zal haar geweten volgen, maar de gevolgen van de houding die ze zal aannemen, ontslaan ons geenszins van de kritiek die zich opdringt.

De heer Hugo Coveliers (Onafhankelijke). – Het sanhedrin van deze vergadering heeft mij in al zijn goedheid vijf minuten spreektijd toegekend. Ik zal dus beknopt moeten zijn, waardoor ik misschien soms wat hoekig zal overkomen. Ik verontschuldigd mij daarvoor bij voorbaat. Mijn stijl is niet te wijten aan verkramptheid of verzuurdheid, maar enkel aan tijdsgebrek.

Ik heb twee liberale – althans in benaming – groepen gehoord. Ik heb het briljante requisitoir gehoord van mevrouw Defraigne. Ik heb ook van de heer Wille vernomen dat de VLD reeds op zijn buik ligt en zegt: 'Oui, Elio, tout est en ordre.'

Wat mevrouw Lizin gedaan heeft – en ik vermoed dat ze niet de enige is, sommigen hebben duidelijk moeite dat in interviews te verbergen – is de nachtmerrie van alle advocaten

– parfois les deux – qui se sent lésée. L'avocat qui l'a défendue doit alors essayer d'expliquer à l'intéressé que le magistrat a rendu son jugement en son âme et conscience. Ce n'est pas facile car la première réaction de beaucoup est de dire qu'il y a peut-être eu intervention politique, ou influence de la loge, de l'Opus Dei... C'est pourquoi l'intervention de Mme Lizin est si dangereuse. C'est aussi pourquoi je rends hommage à la magistrate qui a fait ce qu'elle devait faire selon le code, c'est-à-dire ne pas se limiter à joindre au dossier la pièce avec laquelle elle a été approchée après la clôture des débats, mais en avertir la partie adverse dans le cadre de l'égalité de armes. J'espère que cette attitude poussera tous les magistrats à agir de la sorte à l'avenir.

La séparation des pouvoirs, dont l'origine remonte au penseur libéral John Locke et non à Montesquieu, est totale. Elle ne s'applique pas seulement à un sénateur, mais aussi à un député, au président de n'importe quelle assemblée et au bourgmestre. Celui qui en cette qualité approche un magistrat abuse de l'autorité morale attachée à sa fonction.

La thèse de notre collègue du Front national qui se demande si l'article 247 du Code pénal relatif à la corruption n'est pas applicable n'est pas si insensée. Il faut l'examiner. Celui qui intervient y trouve en effet un avantage, à savoir qu'il peut montrer qu'il aide un de ses électeurs. Il est donc effectivement question de corruption.

Dans les procès INUSOP et AGUSTA, on a chaque fois argué du fait que les personnes concernées n'agissaient pas dans leur propre intérêt mais dans celui du parti. À mon avis cela revient au même. Celui qui appartient à ce parti et revendique cette appartenance bénéficie en effet d'avantages matériels non négligeables. Quand ce n'est plus le cas, on sait bien ce qu'on rate.

Dans une des émissions organisées par la VRT en son honneur, le président du PS M. Di Rupo a demandé pourquoi la Flandre avait une si mauvaise image du PS. Le public a confirmé que les Flamands considéraient le PS comme un parti corrompu avide de pouvoir.

À quoi est-ce dû ? Notamment à des situations comme celles-ci. Pas seulement parce que vous agissez ainsi, d'autres le font également, mais en raison de la légèreté avec laquelle vous en parlez. Les gens ne l'admettent pas.

Monsieur Wille, je ne vais pas me risquer à poser des exigences car que j'ai été assez longtemps dans la majorité pour savoir que cette affaire est réglée depuis longtemps. Tout est arrangé, il suffit à la présidente d'exprimer ses regrets.

En tant que sénateur indépendant, peut-être aussi en tant que seul indépendant et vraisemblablement seul libéral, je voudrais faire une modeste proposition.

Demander la démission de Mme Lizin reviendrait à exiger une peine de prison dans une affaire judiciaire où ce n'est pas indiqué. Ne pourrions-nous pas envisager une peine de rechange ? Ne pouvons-nous pas proposer que Mme Lizin aille travailler pendant 46 heures au Conseil supérieur de la Justice pour y traiter toutes les plaintes sur des formes supposées d'influence et y répondre de façon objective ? Elle ne serait pas informée de l'identité des plaignants mais devrait formuler une réponse anonyme sous la surveillance et

en magistraten. In welke procedure dan ook, maar vooral in echtscheidingsprocedures, is er altijd minstens één partij – soms ook beide partijen – die zich benadeelt voelt. De advocaat die die partij heeft verdedigd moet dan aan die burger proberen uit te leggen dat de magistraat het vonnis gewezen heeft naar zijn of haar geweten. Dat is niet gemakkelijk, want de eerste reactie van zeer velen is dat er wellicht politiek werd gekonkeld, of dat er beïnvloeding was door de loge, door Opus Dei... Daarom is de actie van mevrouw Lizin zo gevaarlijk. Daarom ook breng ik hulde aan de magistraat die gedaan heeft wat ze volgens het wetboek moet doen, namelijk een stuk waarmee ze in een dossier wordt benaderd na de sluiting van de debatten niet alleen bij het dossier voegen, maar ook de tegenpartij ervan op de hoogte brengen in het kader van de wapengelijkheid. Ik hoop dat door die houding alle magistraten gesterkt zullen worden om in de toekomst eveneens op die manier te handelen. Ik weet immers hoe moeilijk het voor magistraten is om zich op die manier op te stellen.

De scheiding der machten, waarvan de oorsprong trouwens bij de liberale denker John Locke ligt en niet bij Montesquieu, is absoluut. Dat geldt niet alleen voor een senator, maar ook voor een volksvertegenwoordiger, voor de voorzitter van welke vergadering dan ook, en voor de burgemeester. Wie in die functie een magistraat benadert, maakt misbruik van het morele gezag dat van zijn functie uitgaat. Naast de ongelijkheid die wordt gecreëerd tussen twee of meer burgers, is dat de kern van het probleem.

De stelling van onze collega van het Front national of artikel 247 van het Strafwetboek omtrent de corruptie niet toepasselijk is, is nog niet zo gek. Dat moet worden onderzocht. Wie tussenbeide komt heeft daar immers voordeel bij, namelijk dat hij ermee kan uitpakken dat hij een van zijn kiezers helpt. Er is dus inderdaad sprake van corruptie.

In het UNIOP-proces en het AGUSTA-proces werd telkens weer ingeroepen dat de betrokkenen niet uit eigenbelang handelden, maar het belang van de partij voor ogen hadden. Mijns inziens komt dat op hetzelfde neer. Wie tot die partij behoort, en claimt ertoe te behoren, geniet immers niet geringe materiële voordelen. Wanneer dat niet langer het geval is, weet men wel wat men misloopt.

In één van de uitzendingen die de VRT te zijner ere heeft georganiseerd, vroeg PS-voorzitter Di Rupo zich af hoe het toch komt dat Vlaanderen zo'n slecht beeld heeft van de PS. Het publiek bevestigde dat de Vlamingen de PS beschouwen als een machtsgeile, corrupte partij.

Hoe dat komt? Situaties als deze zijn daar de oorzaak van. Niet zozeer omdat u zo handelt – er zijn er meer die dat doen –, maar door de manier waarop u eroverheen gaat. Dat nemen de mensen niet.

Mijnheer Wille, ik zal mij niet wagen aan het stellen van eisen, want ik was lang genoeg bij de meerderheid om te weten dat deze zaak al lang geregeld is. Alles is gearrangeerd, als de voorzitster maar even haar spijt komt betuigen.

Mijnheer de voorzitter, als onafhankelijk senator, misschien ook als enige onafhankelijke en waarschijnlijk ook als enige liberaal, zou ik toch een nederig voorstel willen doen.

le contrôle du président du Conseil supérieur.

Madame Lizin, votre parti fait toujours beaucoup de remue-ménage autour du Vlaams Belang et c'est ce qui dérange le plus les citoyens en Flandre. Vous le condamnez pour délits d'opinion mais dans vos rangs on commet continuellement des délits matériels qui ne sont jamais poursuivis.

Mme Sfia Bouarfa (PS). – Monsieur Coveliers, il est temps que vous passiez au Vlaams Belang. Eux, ce sont vos véritables amis.

M. Hugo Coveliers (Indépendant). – *Je déciderai bien moi-même de ce que j'ai à faire, Madame.*

Monsieur le président, cette situation est néfaste pour l'opinion publique, néfaste pour la crédibilité du monde politique et incroyablement dangereuse pour la magistrature. Je vous défie d'aller dans les tribunaux et d'y écouter tous ceux qui perdent un procès. J'y étais ce matin et je les ai entendus.

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – *Monsieur le président, je ne répéterai pas mes arguments. Nous avons relu la version écrite de la déclaration de Mme Lizin. Au début de la séance vous nous avez demandé de ne pas nous exprimer sur le dossier personnel qui est à la base de cet incident.*

M. le président. – C'est ce qui a été décidé à la réunion du Bureau à laquelle vous avez participé.

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – *Effectivement. Notre groupe vous demande cependant d'acter que nous déplorons amèrement que, pour justifier son intervention, la présidente du Sénat se réfère expressément au bon droit d'une des parties au conflit.*

Madame Lizin, en présentant les choses de cette manière, vous continuez à exercer une pression sur le pouvoir judiciaire. Dans votre allocution, vous avez déclaré que vous aviez utilisé un moyen inadéquat pour atteindre un noble objectif, à savoir la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Nous estimons que cette explication est malheureuse et va à l'encontre des accords que nous avons pris. Nous le déplorons au plus haut point.

M. Alain Destexhe (MR). – Je voudrais intervenir sur deux points.

Je n'ai rien à ajouter sur l'incident en particulier mais je ne suis pas d'accord avec la décision prise par le bureau de ne permettre qu'aux chefs de groupes de s'exprimer – je vous remercie néanmoins de m'avoir donné la parole.

Il faut éviter ce procédé. Chaque sénateur qui veut intervenir

Vragen dat mevrouw Lizin ontslag neemt, zou neerkomen op het vorderen van een gevangenisstraf in een rechtszaak waar dat niet raadzaam is. Zouden we echter niet een alternatieve straf kunnen overwegen? Kunnen we niet voorstellen dat mevrouw Lizin 46 uur – dat is net een correctionele strafmaat – gaat werken bij de Hoge Raad voor Justitie voor de behandeling en het objectief beantwoorden van alle klachten over vermeende vormen van beïnvloeding? Zij zou daarbij echter geen inzage krijgen in de identiteit van de klagers en een anoniem antwoord moeten formuleren onder het toezicht en de controle van de voorzitter van de Hoge Raad.

Mevrouw Lizin, uw partij maakt altijd ongelooflijk veel herrie over het Vlaams Belang en dat stoort de mensen in Vlaanderen nog het meest. U veroordeelt hen voor opiniedelicten maar in uw rangen worden voortdurend materiële delicten gepleegd die nooit worden vervolgd. Precies daarom wordt uw kritiek niet genomen.

Mevrouw Sfia Bouarfa (PS). – *Mijnheer Coveliers, het wordt tijd dat u overstapt naar het Vlaams Belang, want dat zijn uw echte vrienden.*

De heer Hugo Coveliers (Onafhankelijke). – Ik zal zelf wel uitmaken wat mij te doen staat, mevrouw.

Mijnheer de voorzitter, voor de publieke opinie is deze situatie nefast. Voor de geloofwaardigheid van de politiek is dit nefast. Voor de magistratuur is dit ongelooflijk gevaarlijk. Ik daag u uit om de gerechtshoven te bezoeken en uw oor te luisteren te leggen bij al wie een proces verliest. Ik was er vanochtend en ik heb het gehoord.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Mijnheer de voorzitter ik zal mijn argumenten niet herhalen. Wij hebben de schriftelijke versie van de verklaring van mevrouw Lizin erop nagelezen. Bij het begin van de vergadering heeft u ons opgeroepen om geen uitspraken te doen over het persoonlijke dossier dat aan de basis ligt van dit incident.

De voorzitter. – Dat is beslist op de vergadering van het Bureau waaraan ook u hebt deelgenomen.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Inderdaad. Onze fractie verzoekt u toch er akte van te nemen dat wij ten zeerste betreuren dat de Senaatsvoorzitster in de verantwoording van haar optreden uitdrukkelijk verwijst naar het gelijk van één van de partijen in het conflict.

Mevrouw de voorzitster, met die manier van voorstellen blijft u druk uitoefenen op de rechterlijke macht. In uw toespraak hebt u verklaard dat u het verkeerde middel hebt aangewend om een juiste doelstelling te bereiken, met name de strijd tegen geweldpleging op vrouwen. Wij vinden dat een ongelukkige verklaring die ingaat tegen eerder gemaakte afspraken. Wij betreuren dat ten zeerste.

De heer Alain Destexhe (MR). – *Ik heb niets toe te voegen aan het incident in het bijzonder, maar ik ben het niet eens met de beslissing van het bureau van vanochtend om alleen de fractievoorzitters te laten spreken. Ik dank de voorzitter evenwel omdat hij mij het woord geeft.*

Deze procedure moet worden vermeden. Elke senator die iets wil zeggen, moet spreektijd krijgen, al mag die beperkt zijn.

Ik dank alle collega's en de journalisten dat ze zo talrijk

doit obtenir un temps de parole, même limité.

Ensuite, je remercie l'ensemble des collègues et des journalistes d'être venus nombreux assister à notre séance ce matin. J'espère que c'est aussi pour suivre le débat sur le point 2 de l'ordre du jour qui concerne une résolution visant à interdire l'amiante partout dans le monde, résolution cosignée par de très nombreux sénateurs.

M. Philippe Mahoux (PS). – Je demande une suspension de séance.

(La séance, suspendue à 12 h 55, est reprise à 14 h 05.)

M. le président. – J'ai reçu les motions suivantes :

La première, signée par M. Wille, Mmes Vanlerberghe et Defraigne et M. Mahoux, est rédigée comme suit :

« Le Sénat,

Après avoir entendu les explications données par sa présidente relatives aux courriers envoyés à un magistrat du siège dans une affaire en cours et les différentes interventions des sénatrices et sénateurs,

Rappelant que le principe de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire constitue un des fondements de notre démocratie,

Rappelant le respect fondamental qui est dû à la Constitution, dans laquelle l'article 151 requiert, en l'espèce, toute notre attention,

Considérant que, dans ce contexte, la présidente du Sénat a commis une faute en adressant des lettres d'intervention à un magistrat assis, relatives à une affaire en cours,

Ayant pris note des excuses de la présidente adressées tant à ses collègues, qu'à la magistrate concernée, à la magistrature et aux barreaux de notre pays,

Ayant entendu la volonté exprimée par la présidente et la plupart des intervenants de contribuer à préciser les droits et les devoirs des sénateurs dans l'exercice de leur fonction, afin d'éviter que de tels événements se reproduisent,

Demande l'installation urgente d'une commission spéciale chargée de la rédaction de textes fixant les règles évoquées ci-dessus. »

La deuxième, signée par MM. Hugo Vandenberghe, Van den Brande, Beke, Van Peel, Schouppe et Steverlynck et Mmes De Schamphelaere, Thijs et de Bethune, est rédigée comme suit :

(Cette motion n'est pas encore traduite)

“Het incident inzake briefwisseling aan de rechterlijke macht door het optreden van de Senaatsvoorzitster getuigt van een gemis aan respect voor de scheiding der machten en voor de onpartijdige en onafhankelijke rechtsbedeling.

Het optreden tast de geloofwaardigheid aan van de Senaat, die een belangrijke rol heeft gespeeld bij het tot stand komen van de Hoge Raad voor de justitie en die gehecht is aan de goede werking van de rechtsbedeling, en miskent de rol die een Senaatsvoorzitter met respect voor de rechtsstaat

aanwezig zijn om deze ochtendvergadering bij te wonen. Ik hoop dat ze ook gekomen zijn voor het debat over punt 2 op de agenda, over een resolutie betreffende een wereldwijd verbod op het gebruik van asbest. Die resolutie werd door tal van senatoren medeondertekend.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Ik vraag een schorsing van de vergadering.*

(De vergadering wordt geschorst om 12.55 uur. Ze wordt hervat om 14.05 uur.)

De voorzitter. – Volgende moties werden ingediend:

De eerste, ondertekend door de heer Wille, de dames Vanlerberghe en Defraigne en de heer Mahoux, luidt als volgt:

(Deze motie werd nog niet vertaald)

« Le Sénat,

Après avoir entendu les explications données par sa présidente relatives aux courriers envoyés à un magistrat du siège dans une affaire en cours et les différentes interventions des sénatrices et sénateurs,

Rappelant que le principe de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire constitue un des fondements de notre démocratie,

Rappelant le respect fondamental qui est dû à la Constitution, dans laquelle l'article 151 requiert, en l'espèce, toute notre attention,

Considérant que, dans ce contexte, la présidente du Sénat a commis une faute en adressant des lettres d'intervention à un magistrat assis, relatives à une affaire en cours,

Ayant pris note des excuses de la présidente adressées tant à ses collègues, qu'à la magistrate concernée, à la magistrature et aux barreaux de notre pays,

Ayant entendu la volonté exprimée par la présidente et la plupart des intervenants de contribuer à préciser les droits et les devoirs des sénateurs dans l'exercice de leur fonction, afin d'éviter que de tels événements se reproduisent,

Demande l'installation urgente d'une commission spéciale chargée de la rédaction de textes fixant les règles évoquées ci-dessus. »

De tweede, ondertekend door de heren Hugo Vandenberghe, Van den Brande, Beke, Van Peel, Schouppe en Steverlynck en de dames De Schamphelaere, Thijs en de Bethune, luidt:

“Het incident inzake briefwisseling aan de rechterlijke macht door het optreden van de Senaatsvoorzitster getuigt van een gemis aan respect voor de scheiding der machten en voor de onpartijdige en onafhankelijke rechtsbedeling.

Het optreden tast de geloofwaardigheid aan van de Senaat, die een belangrijke rol heeft gespeeld bij het tot stand komen van de Hoge Raad voor de justitie en die gehecht is aan de goede werking van de rechtsbedeling, en miskent de rol die een Senaatsvoorzitter met respect voor de rechtsstaat

moet vervullen.

In die omstandigheden kan de voorzitter van de Senaat niet langer geloofwaardig functioneren.”

La troisième, signée par Mme Durant et M. Cheron, est rédigée comme suit :

« Le Sénat,

Ayant entendu les explications données par la présidente du Sénat relative à un courrier envoyé à un magistrat en vue d'un réexamen d'un dossier en cours,

Ayant entendu le débat,

Considérant le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs comme la base de notre démocratie parlementaire,

Vu qu'aucun doute quant au respect de ce principe constitutionnel dans le chef de la présidente du Sénat ne peut être permis car il en va de la crédibilité et de la légitimité de l'institution parlementaire elle-même,

Vu qu'au regard des textes actuellement d'application, aucune sanction pénale n'est aujourd'hui possible à l'égard d'un élu qui n'observerait pas le serment constitutionnel qu'il a prêté,

Demande à la présidente de tirer les conclusions de la faute commise et en conséquence de se démettre de sa fonction de présidente,

Recommande au Sénat d'adopter sans délai une modification du Code pénal de façon à sanctionner les empiétements des autorités législatives et exécutives sur les autorités judiciaires. »

M. Patrik Vankrunkelsven (VLD). – *Vu la gravité de l'affaire, je souhaite pouvoir disposer de la version néerlandaise de la motion de la majorité.*

Je regrette que cette dernière n'ait pas veillé à produire cette traduction. Je puis difficilement prendre part au débat ou exprimer mon vote si je n'ai pas au préalable pu examiner la motion dans ma propre langue et en toute tranquillité. Je déplore cette manière de travailler.

M. Jean-Marie Dedecker (VLD). – *Je me rallie à l'objection de M. Vankrunkelsven.*

M. Christian Brotcorne (CDH). – Nous avons décidé d'avoir ce débat et de voter à 18 heures sur les motions qui seraient déposées.

Une suspension de séance a été demandée par un groupe de notre assemblée. Nous nous attendions donc à ce qu'il nous fasse part de la raison pour laquelle il avait demandé cette suspension de séance.

Nous avons examiné les différentes motions qui ont été déposées et je suppose que chacun a encore la possibilité de déposer une nouvelle motion avant les votes qui auront lieu vers 18 heures.

M. Philippe Mahoux (PS). – J'ai demandé une suspension de séance en me référant au règlement qui prévoit que les motions doivent être déposées avant la fin de la séance.

moet vervullen.

In die omstandigheden kan de voorzitter van de Senaat niet langer geloofwaardig functioneren.”

De derde, ondertekend door Mevr. Durant en de heer Cheron, luidt:

(Deze motie werd nog niet vertaald)

« Le Sénat,

Ayant entendu les explications données par la présidente du Sénat relative à un courrier envoyé à un magistrat en vue d'un réexamen d'un dossier en cours,

Ayant entendu le débat,

Considérant le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs comme la base de notre démocratie parlementaire,

Vu qu'aucun doute quant au respect de ce principe constitutionnel dans le chef de la présidente du Sénat ne peut être permis car il en va de la crédibilité et de la légitimité de l'institution parlementaire elle-même,

Vu qu'au regard des textes actuellement d'application, aucune sanction pénale n'est aujourd'hui possible à l'égard d'un élu qui n'observerait pas le serment constitutionnel qu'il a prêté,

Demande à la présidente de tirer les conclusions de la faute commise et en conséquence de se démettre de sa fonction de présidente,

Recommande au Sénat d'adopter sans délai une modification du Code pénal de façon à sanctionner les empiétements des autorités législatives et exécutives sur les autorités judiciaires. »

De heer Patrik Vankrunkelsven (VLD). – Gelet op de ernst van de zaak, sta ik erop te kunnen beschikken over de Nederlandstalige versie van de motie van de meerderheid.

Ik betreur dat de meerderheid niet gezorgd heeft voor een vertaling. Ik kan moeilijk aan het debat deelnemen of mijn stem uitbrengen als ik de motie vooraf niet in mijn eigen taal en in alle rust heb kunnen onderzoeken. Ik betreur deze manier van werken.

De heer Jean-Marie Dedecker (VLD). – Ik sluit mij aan bij het bezwaar van de heer Vankrunkelsven.

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *We hadden beslist om 18 uur het debat te voeren en te stemmen over de ingediende moties.*

Een fractie van onze assemblee heeft een schorsing van de vergadering gevraagd. We verwachtten dan ook dat ons de reden daarvoor wordt medegedeeld.

We hebben de verschillende moties bestudeerd. Ik veronderstel dat iedereen nog de kans heeft een nieuwe motie in te dienen, vóór de stemmingen om 18 uur.

De heer Philippe Mahoux (PS). – *Ik heb een schorsing van de vergadering gevraagd met verwijzing naar het reglement dat bepaalt dat de moties moeten worden ingediend vóór het einde van de vergadering.*

M. le président. – Je propose que ces motions soient traduites et distribuées et qu'elles soient soumises au vote lors de la séance de cet après-midi.

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – *En entendant la motion de la majorité, je me suis immédiatement demandé si elle avait bien été lue à l'endroit où le débat a eu lieu ce matin. C'est surtout le fait que Mme Defraigne ait, sans plus, signé la motion de la majorité qui m'a particulièrement frappé.*

Son exposé de ce matin faisait preuve d'une véritable perfidie. C'était un discours, non pas ad hominem mais ad feminam, que personne n'a surpassé et dont la portée était claire pour chacun. Une suspension de séance de 45 minutes a été amplement suffisante pour montrer que la majorité fait ici un numéro d'irresponsabilité politique.

C'est un véritable simulacre et de ce point de vue je comprends mieux pourquoi on a fait preuve de perfidie. Cela ressemble peut-être à une représentation des Précieuses ridicules mais à mon sens on décrirait mieux l'événement en parlant d'une représentation de Tartufe, où, d'une part, on vient dire à la tribune à quel point on est indigné, on est atteint dans ses sentiments démocratiques les plus profonds et, d'autre part, trois quarts d'heure plus tard, on signe un texte dans lequel on s'aplatit devant la majorité avec un mauvais spectacle de danse du ventre du MR.

M. Christian Brotcorne (CDH). – Je souhaiterais obtenir une réponse claire à la question que j'ai posée. M. Mahoux a dit que nous pouvions déposer des propositions de motion durant la séance. Je demande que nous puissions le faire, à défaut, je demanderai à mon tour une suspension de séance afin de pouvoir apprécier la situation.

Mme Christine Defraigne (MR). – Précieuses ridicules ou danse du ventre, je ne me prononcerai pas car je ne suis pas versée dans ces thèmes.

J'ai clairement exprimé mon opinion et j'ai dit quelle attitude j'aurais adoptée dans semblable situation.

J'ai également précisé qu'il incombait à la présidente de tirer les conclusions. Elle a présenté des excuses. Nous en prenons note et nous apportons un certain nombre d'éléments complémentaires.

J'ai par ailleurs proposé la création d'une commission mixte Chambre-Sénat pour réfléchir à des incriminations pénales et envisager une modification du règlement. La motion déposée est claire : elle acte la faute de la présidente.

M. Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – *Le président donne lecture de quelques motions qui n'ont pas encore été traduites ou distribuées. L'intention est-elle que nous en débattions immédiatement, car je constate que le débat est déjà en cours ? J'aimerais savoir quand le débat aura lieu. Quelque clarté à ce sujet serait la bienvenue.*

M. le président. – On en débattrait ce soir, juste avant le vote.

M. Paul Wille (VLD). – *J'ai l'impression que nous refaisons une fois de plus tout le débat. Le président a lu les motions et*

De voorzitter. – Ik stel voor dat de moties worden vertaald en rondgedeeld en dat ze tijdens de namiddagvergadering ter stemming worden voorgelegd.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Bij het voorlezen van de motie van de meerderheid vroeg ik mij onmiddellijk af of ze wel degelijk werd voorgelezen op de plaats waar vanmorgen het debat werd gevoerd. Vooral het feit dat mevrouw Defraigne de meerderheidsmotie zonder meer heeft ondertekend, heeft me bijzonder getroffen.

We ontdekten in haar uiteenzetting vanmorgen een echte perfidie. Het was geen discours *ad hominem*, maar *ad feminam*, dat door niemand werd overtroffen en waarvan de draagwijdte voor iedereen klaar en duidelijk was. Een schorsing van de vergadering van 45 minuten was echter voldoende om duidelijk te maken dat de meerderheid hier een nummer van politieke onverantwoordelijkheid opvoert.

Dit is een heuse schijnvertoning en in dat opzicht begrijp ik ook beter waarom de perfidie ontwikkeld werd. Het lijkt misschien op een opvoering van *Les précieuses ridicules*, maar volgens mij kunnen we het gebeuren beter omschrijven als een opvoering van *Tartuffe*, waarbij men enerzijds op de tribune komt zeggen hoe ongelooflijk verontwaardigd men is, hoe zwaar men getroffen is in zijn diepste democratische gevoelens – *le style c'est l'homme, le style c'est la femme* – en men 45 minuten later een tekst ondertekent waarbij men plat op de buik gaat voor de meerderheid en een slechte vertoning ten beste geeft van het buikdansen van de MR.

De heer Christian Brotcorne (CDH). – *Ik zou graag een duidelijk antwoord krijgen op mijn vraag. De heer Mahoux heeft gezegd dat we tijdens de vergadering voorstellen van motie konden indienen. Ik vraag dat dit dan ook mogelijk zou zijn. Zo niet, vraag ik op mijn beurt een schorsing van de vergadering om de situatie te kunnen beoordelen.*

Mevrouw Christine Defraigne (MR). – *Ik heb duidelijk mijn standpunt uiteengezet en ik heb gezegd welke houding ik zou aannemen in een dergelijke situatie.*

Ik heb gezegd dat het de voorzitter toekomt de gevolgen te trekken. Zij heeft haar excuses aangeboden. Wij nemen daarvan akte en brengen een aantal bijkomende elementen aan.

Ik heb overigens de oprichting voorgesteld van een gemengde commissie Kamer-Senaat om na te denken over strafrechtelijke aanklachten en een wijziging van het reglement in overweging te nemen. De ingediende motie is duidelijk: ze neemt akte van de fout van de voorzitter.

De heer Joris Van Hauthem (VL. BELANG). – De voorzitter leest enkele moties voor die nog niet werden vertaald of rondgedeeld. Is het de bedoeling dat we daar nu onmiddellijk over debatteren, want ik stel vast dat het debat al bezig is? Ik had graag geweten wanneer het debat zal plaatshebben. Enige duidelijkheid daarover zou nuttig zijn.

De voorzitter. – Er zal vanavond over gedebatteerd worden, net voor de stemming.

De heer Paul Wille (VLD). – Ik heb de indruk dat we het hele debat nog eens overdoen. De voorzitter heeft de moties voorgelezen en beslist dat het debat vanavond vóór de

décidé que le débat aura lieu ce soir avant les votes.

Il n'y a rien à ajouter.

Le président. – Je propose que les motions soient traduits et distribuées, et qu'elles soient soumises au vote lors de la séance de cet après-midi.

Nous poursuivrons nos travaux à 15 h 00.

(La séance est levée à 14 h 20.)

Excusés

Mmes Anseeuw et De Roeck, pour raisons de santé, M. Van Overmeire, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

stemmingen zal plaatshebben.

Meer hoeft nu niet te worden gezegd.

De voorzitter. – Ik stel voor dat de moties worden vertaald en rondgedeeld en dat ze in de plenaire vergadering van vanmiddag ter stemming worden gelegd.

We zetten onze werkzaamheden voort om 15.00 uur.

(De vergadering wordt gesloten om 14.20 uur.)

Berichten van verhindering

Afwezig met bericht van verhindering: de dames Anseeuw en De Roeck, om gezondheidsredenen, de heer Van Overmeire, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**